



FEVRIER 2025

Intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique

Principes, études de cas et enseignements tirés

EN PARTENARIAT
AVEC :



CETTE INITIATIVE EST FINANÇÉE PAR :





Intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique

Principes, études de cas et enseignements tirés



Bibliothèque du PROE – Catalogage des données de publication

Intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique. Principes, études de cas et enseignements tirés. Apia, Samoa: PROE, 2025.

66 p. 29 cm.

ISBN: 978-982-04-1385-6 (imprimé)

978-982-04-1386-3 (copie électronique)

1. Solutions fondées sur la nature – Océanie.
 2. Adaptation au changement climatique – Océanie.
 3. Équité de genre – Océanie.
 4. Inclusion sociale – Océanie.
 5. Justice environnementale – Océanie.
 6. Handicap – Océanie.
- I. Programme régional océanien de l'environnement.
 - II. Initiative Kiwa.
 - III. Titre.

363.738740961 INT

Copyright © Initiative Kiwa 2025.

La reproduction à des fins pédagogiques ou à d'autres fins non commerciales est autorisée sans autorisation écrite préalable de la part du titulaire des droits d'auteur, à condition que la source soit dûment mentionnée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'accord écrit préalable du titulaire des droits d'auteur.

Ce rapport sur les principes, les études de cas et les enseignements tirés de l'intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique a été rendu possible grâce au soutien du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et de l'Initiative Kiwa.

Les opinions exprimées dans cette publication relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des bailleurs de l'Initiative Kiwa.

Référence suggérée : PROE (2025) Intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique. Principes, études de cas et enseignements tirés. Mangubhai S, Chung M (auteurs). Kraft M (éd.). Apia, Samoa : Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Remerciements : Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration des études de cas. Nous remercions Talanoa Consulting pour la rédaction et la compilation de ce rapport.

Image de couverture:

Cartographie participative sur l'île de Kolombangara, Îles Salomon
Thomas Yalu, WCS © Initiative Kiwa - 2024

Contents

| | |
|---|-----------|
| 1. Introduction | 2 |
| 2. Définitions et concepts clés | 4 |
| 3. Principes pour l'intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux solutions fondées sur la nature | 7 |
| 4. Études de cas | 11 |
| Principe 1. Obtention du consentement libre, informé et préalable | 11 |
| Étude de cas : Mise en œuvre du consentement libre, informé et préalable sous l'angle des principes GEDSI en Mélanésie | 11 |
| Principe 2. Inclusion volontaire des groupes marginalisés et sous-représentés | 18 |
| Étude de cas : Inclusion des femmes et des personnes en situation de handicap dans la gestion des espèces exotiques envahissantes sur le site Rennell Est (Îles Salomon), inscrit au patrimoine mondial | 18 |
| Étude de cas : Soutien au leadership des femmes et des jeunes dans la reforestation de la mangrove sur l'île de Taveuni (Fidji) | 24 |
| Principe 3. Réalisation d'une analyse GEDSI pour guider l'élaboration et la mise en œuvre des projets | 29 |
| Étude de cas : Réalisation d'une analyse de genre pour guider l'élaboration et la mise en œuvre de projets sur l'île de Gau (Fidji) et sur l'île de Fatu Hiva (Polynésie française) | 29 |
| Principe 3. Réalisation d'une analyse GEDSI pour guider l'élaboration et la mise en œuvre des projets | 33 |
| Étude de cas : La collecte et l'analyse de données ventilées contribuent à la conception et à la mise en œuvre de projets au Timor-Oriental, aux Salomon et aux Fidji | 33 |
| Principe 4. Investissement dans l'émancipation économique des femmes | 37 |
| Étude de cas : Investissement dans l'émancipation économique des agricultrices des îles Tongatapu et Vava'u, Tonga | 37 |
| Principe 5. Élaboration d'une stratégie GEDSI pour les projets | 46 |
| Étude de cas : Intégration des principes GEDSI dans la gestion communautaire des pêches | 46 |
| Principe 6: Développement d'une communauté de pratique autour des principes GEDSI | 52 |
| Étude de cas : Création d'une communauté de pratique autour des principes GEDSI pour les Solutions fondées sur la Nature dans la région des îles du Pacifique | 52 |
| Principe 7. Impliquer des expert es pour améliorer l'inclusion des personnes en situation de handicap | 57 |
| Étude de cas : Établissement d'un partenariat avec le Pacific Disability Forum en vue de dispenser une formation sur l'intégration des personnes en situation de handicap aux Solutions fondées sur la Nature | 57 |
| 5. Synthèse des principaux enseignements tirés | 60 |
| Stratégie GEDSI | 61 |
| Renforcement des capacités | 61 |
| Culture | 61 |
| Groupes marginalisés | 61 |
| Analyse GEDSI | 62 |
| Faire évoluer les stéréotypes | 62 |
| Autonomisation économique des femmes | 62 |

Abréviations

| | |
|---------|---|
| C3 | Community Centred Conservation |
| GCP | Gestion communautaire des pêches |
| CDPH | Convention relative aux droits des personnes handicapées |
| AfE | Adaptation fondée sur les écosystèmes |
| ERWHS | Site Rennell Est, inscrit au patrimoine mondial (<i>East Rennell World Heritage Site</i>) |
| CLIP | Consentement libre, informé et préalable |
| GEDSI | Équité entre les genres, handicap et inclusion sociale (<i>Gender Equity, Disability and Social Inclusion</i>) |
| EEE | Espèces exotiques envahissantes |
| INSPIRE | Gestion des espèces envahissantes pour des sociétés et des écosystèmes résilients (<i>INvasive SPecies Management for Resilient Ecosystems and Societies</i>) |
| LTWHS | Association du site du patrimoine mondial du lac Tegano (<i>Lake Tegano World Heritage Site Association</i>) |
| MiCOAST | Gestion communautaire des pêches en Micronésie, une solution fondée sur la nature pour la résilience côtière (<i>MICronesian Community-based Fisheries Management and Nature-based Solutions</i>) |
| PEBACC+ | Adaptation au changement climatique fondée sur les écosystèmes dans les îles du Pacifique (<i>Pacific Ecosystem-based Adaptation for Climate Change Plus</i>) |
| POLFN | Réseau Pacifique de fermes biologiques pédagogiques (<i>Pacific Organic Learning Farms Network</i>) |
| CPS | Communauté du Pacifique |
| PROE | Programme régional océanien de l'environnement |
| WCS | Wildlife Conservation Society |
| WISH+ | Interventions dans les bassins versants pour la santé des systèmes (<i>Watershed Interventions for Systems Health Plus</i>) |



1. Introduction

Les efforts déployés à l'échelle mondiale pour enrayer le déclin de la biodiversité ont été en grande partie vains, les taux d'extinction des espèces ainsi que la disparition et la dégradation des habitats accélérant encore, en particulier dans les îles. Les écosystèmes insulaires se caractérisent par des niveaux élevés d'endémisme et d'espèces uniques au monde, mais la faible diversité des espèces et taille de leurs populations les rendent vulnérables aux perturbations anthropogéniques, ainsi qu'au changement climatique. Dans les îles du Pacifique, la biodiversité a été fortement perturbée par la destruction des habitats, la surexploitation, les espèces envahissantes, la pollution, les maladies, les catastrophes naturelles et le changement climatique. Ces menaces pèsent non seulement sur le patrimoine naturel des îles du Pacifique, mais aussi sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, l'identité culturelle et le bien-être des communautés locales qui vivent de la terre et de la mer. Pour faire face à ces menaces et à ces pressions, les acteurs et actrices de la région se tournent de plus en plus vers les solutions fondées sur la nature, en collaboration avec les gouvernements et communautés locales. Les solutions fondées sur la nature sont des « actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les enjeux de société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité ».¹ La dimension humaine est primordiale dans les solutions fondées sur la nature, afin de garantir que les approches de protection de la nature sont élaborées et mises en œuvre de manière à répondre aux besoins sociétaux, à renforcer la résilience des communautés et à encourager des relations durables entre humains et leur environnement.

Les communautés du Pacifique ne sont pas homogènes, mais se composent de cultures, de langues, de traditions et d'histoires différentes, chacune marquée par une situation géographique, des interactions et des stratégies d'adaptation au fil du temps qui leur sont propres. Les groupes marginalisés, comme les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap, ont souvent été ignorés ou sous-appréciés dans les politiques et la gestion de l'environnement. Cela s'applique notamment à leur rôle et leur contribution aux secteurs liés aux ressources naturelles (protection de l'environnement, pêche, sylviculture, agriculture), ainsi que dans la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique. La nécessité de recourir à des approches inclusives, intégrées et durables dans la gestion des ressources naturelles est de plus en plus reconnue. L'accent est mis sur la diversité et l'inclusivité dans les engagements régionaux (par exemple, le Cadre du Pacifique insulaire pour la conservation de la nature et les aires protégées 2021-2025²) et mondiaux (par exemple, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal³).

Dans la région des îles du Pacifique, où le bien-être des communautés est étroitement lié à leur environnement naturel, il est primordial que les solutions fondées sur la nature intègrent les principes d'équité entre les genres, de handicap et d'inclusion sociale (en anglais, gender equity, disability and social inclusion, ou GEDSI). Pour y parvenir, les organisations et leurs équipes doivent comprendre que les principes GEDSI sont des valeurs fondamentales et non un simple moyen d'atteindre les objectifs de protection

¹ UICN (2016) Résolution O69 du Congrès mondial de la nature. Définir les Solutions fondées sur la Nature

² Le Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées est disponible à l'adresse suivante : https://www.sprep.org/sites/default/files/users/amandaw/SPREP%202021-2025%20Framework%20FR%202021-11-04_smaller.pdf

³ Le Cadre mondial pour la biodiversité est disponible à l'adresse suivante : <https://www.unep.org/fr/resources/cadre-mondial-de-la-biodiversite-de-kunming-montreal>

de l'environnement. Intégrer les principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature signifie qu'ils doivent être pris en considération dans tous les aspects de ces projets, de l'identification des objectifs aux méthodes d'engagement des communautés, en passant par la mesure des résultats. Les équipes qui intègrent ces principes dès le début du cycle du projet garantissent que les besoins et les points de vue de toutes les parties prenantes (en particulier ceux des groupes marginalisés ou sous-représentés) sont pris en compte. Cette approche va au-delà de la vision des principes GEDSI comme des compléments ou des cases à cocher ; au contraire, elle permet de s'assurer que les meilleures pratiques GEDSI sont incorporées dès le départ, ce qui favorise un environnement valorisant la diversité, l'équité et l'inclusion. Cette approche permet également de renforcer l'efficacité et la durabilité des résultats d'un projet, mais aussi d'instaurer un climat de confiance, de défendre la justice sociale et les droits humains, et de donner à toutes et à tous la possibilité de participer pleinement et sur un pied d'égalité à la réussite du projet.

Si leur nombre est en augmentation constante, il existe actuellement encore peu d'études de cas sur les bonnes pratiques d'intégration des principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique. Il est essentiel de disposer d'études de cas centrées sur la région pour pouvoir élaborer des approches et des stratégies adaptées aux différents contextes et cultures et répondant aux réalités uniques des communautés du Pacifique. En documentant et en analysant la manière dont les principes GEDSI sont mis en pratique dans les contextes océaniques, les études de cas peuvent fournir des informations précieuses et des enseignements directement applicables à la région. Ces études de cas servent à mettre en avant les succès, révéler des difficultés rencontrées et fournir des conseils pratiques à d'autres projets et communautés confrontés à des situations similaires. La diffusion des enseignements tirés des études de cas facilite le partage des connaissances entre les équipes et parties prenantes, et accélère l'adoption des meilleures pratiques et des innovations GEDSI, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement.

Depuis son lancement en 2020, l'Initiative Kiwa a investi dans le renforcement de la résilience des écosystèmes, des communautés et des économies des îles du Pacifique face au changement climatique, au travers des solutions fondées sur la nature et de la protection, la gestion durable et la restauration de la biodiversité. Elle est basée sur un accès simplifié

aux financements de l'adaptation au changement climatique et la conservation de la biodiversité pour les autorités locales, nationales, la société civile et les organisations régionales des Etats et territoires insulaires du Pacifique dont les trois territoires français. L'Initiative Kiwa contribue au *Cadre du Pacifique insulaire pour la conservation de la nature et les aires protégées 2021-2025* et à la *Déclaration de Vemööre - Engagements en faveur de l'action pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire 2021-2025*⁴, en apportant des fonds destinés à soutenir des projets locaux, nationaux et régionaux, ainsi qu'un soutien technique aux projets. Le Programme régional océanique de l'environnement (PROE) est un partenaire régional de l'Initiative Kiwa ; il fournit une assistance technique aux projets régionaux Kiwa. Ce soutien consiste notamment en l'élaboration et la diffusion d'outils et de ressources sur les droits humains, les principes GEDSI et les solutions fondées sur la nature, en la co-création d'une communauté de pratique autour des principes GEDSI, en l'organisation de formations ciblées et en la collecte d'informations visant à améliorer la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature respectueuses de l'égalité des genres et socialement inclusives, pour la préservation de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique insulaire.

Pour faciliter l'apprentissage dans les pays et territoires des îles du Pacifique, une série d'études de cas a été compilée pour présenter les principes GEDSI et les meilleures pratiques en matière de solutions fondées sur la nature dans la région. Ces études de cas ont été sélectionnées à partir de projets régionaux et nationaux financés par l'Initiative Kiwa, et grâce à l'assistance technique fournie par les organisations régionales. L'approche GEDSI étant relativement nouvelle pour beaucoup, une brève description des termes les plus courants et des concepts clés est présentée (Chapitre 2), suivie d'une brève description de sept principes directeurs pour l'intégration des principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature, ou plus généralement à des projets de protection de l'environnement (Chapitre 3). Neuf études de cas réalisées dans la région Pacifique illustrent l'application de ces principes directeurs (Chapitre 4). Enfin, une synthèse des enseignements tirés pour améliorer l'intégration des principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature est proposée afin de guider équipes terrain, institutions et bailleurs de fonds dans leurs futurs travaux (Chapitre 5).

⁴ Les engagements de la déclaration de « Vemööre » sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.sprep.org/sites/default/files/documents/circulars/Cir20-104_Declaration.pdf

2. Définitions et concepts clés

Concepts liés au genre

L'analyse de genre⁵ est un processus d'examen des rôles, des connaissances, des capacités et des atouts des femmes et des hommes, qui constitue la première étape de la planification d'activités, de projets, de programmes et de stratégies efficaces qui répondent aux besoins des femmes et des hommes, dans toute leur diversité, et permettent de lutter contre les inégalités qui existent entre eux. L'analyse de genre est utilisée pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités des programmes et des décisions politiques pour garantir que les différents besoins des femmes et des hommes sont pris en compte, que l'inégalité entre les genres est combattue et que les programmes n'exacerbent pas l'inégalité entre eux.

Les approches fondées sur les droits humains⁶ constituent des cadres conceptuels appliqués au processus de développement humain ayant pour base normative les exigences internationales en matière de droits humains et pour objectif opérationnel la promotion et la protection des droits humains. Il s'agit à travers cette approche d'analyser les inégalités qui sont au cœur des problèmes de développement et de lutter contre les pratiques discriminatoires et la distribution inéquitable du pouvoir, qui entravent l'accomplissement de progrès en matière de développement, et ont souvent pour conséquence de laisser pour compte des pans entiers de la population.

Changement transformateur en matière de genre⁷ : changement structurel profond obtenu par la prise en compte des causes profondes de l'inégalité entre les genres, l'adaptation au contexte et la collaboration avec un large réseau de partenaires qui conviennent d'un programme général commun et d'activités ciblées.

La division du travail entre les genres⁸ concerne la répartition des tâches et des responsabilités entre les femmes et les hommes au sein du foyer, au travail et



Agricultrices en bio participant aux ateliers de la ferme biologique pédagogique de Mudrenicagi, Fidji

dans la société, selon des modèles de travail jugés acceptables à un endroit et à une époque donnés.

Les données ventilées par sexe⁹ sont des données qui distingue les activités et les points de vue des femmes et des hommes, c'est-à-dire que des données distinctes sur les femmes et sur les hommes sont collectées. Les données peuvent aussi être ventilées par âge, par lieu, par appartenance ethnique, etc. pour permettre de comprendre les différentes expériences des groupes et proposer des solutions mieux ciblées.

Les droits humains¹⁰ sont les droits intrinsèques des êtres humains, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, d'appartenance ethnique, de langue, de religion ou de tout autre critère. Ils englobent le droit à la vie et à la liberté, le droit de ne pas être soumis à l'esclavage et à la torture, la liberté d'opinion et

5 SPREP (2016) Gender equity and women's empowerment in communities and environments across the South Pacific. Programme régional océanien de l'environnement (PROE), Apia

6 Adapté de UN Sustainable Development Group <https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/human-rights-based-approach>

7 Adapté de <https://www.unevaluation.org/document/download/2751>

8 SPREP (2014) Gender and the Pacific Adaptation to Climate Change (PACC) programme: Assessment and Action Plan. Programme régional océanien de l'environnement (PROE), Apia

9 SPREP (2016) SPREP Gender Policy - Gender equity and women's empowerment in communities and environments across the South Pacific. Programme régional océanien de l'environnement (PROE), Apia

10 PROE (2024) Droits humains et Solutions fondées sur la Nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

d'expression, le droit au travail et à l'éducation, et de nombreux autres droits. Chacun-e peut se prévaloir de ces droits, sans discrimination.

L'empouvoirement¹¹ (également « pouvoir d'agir », « émancipation », ou encore « autonomisation », en anglais *empowerment*) est le processus qui permet aux personnes de mieux contrôler leur vie, de maîtriser les facteurs et les décisions qui la façonnent, d'accroître leurs ressources et leurs aptitudes et de développer leurs capacités à trouver des partenaires, des réseaux et à se faire entendre.

L'autonomisation économique des femmes¹² signifie que les femmes ont la capacité de réussir et de progresser sur le plan économique, ainsi que le pouvoir de prendre des décisions économiques et de les mettre en œuvre afin d'améliorer leur bien-être et leur statut dans la société.

L'égalité des genres¹³ fait référence au concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, bénéficient de conditions, d'un traitement et d'opportunités équivalents pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique (et en bénéficier). L'égalité entre les genres est donc la reconnaissance, par la société, des similitudes et des différences entre les femmes et les hommes, ainsi que des rôles qu'ils jouent. Elle repose sur le fait que les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, sont des partenaires à part entière au sein du foyer, de la communauté et de la société. L'égalité ne veut pas dire que les femmes et les hommes deviendront identiques, mais que les droits, les responsabilités et les opportunités pour toutes et tous ne dépendront pas du fait d'être né-e de sexe féminin ou masculin.

Les principes d'équité entre les genres, de handicap et d'inclusion sociale¹⁴ (en anglais *gender equity, disability and social inclusion*, ou GEDSI) désignent les approches visant à garantir que les personnes de tous horizons (y compris les femmes et les personnes de la diversité de genres, les personnes en situation de handicap et les personnes exposées

à toute forme de marginalisation) participent, bénéficient d'aménagements raisonnables et peuvent contribuer aux solutions fondées sur la nature. Cette approche GEDSI est utilisée pour éviter les dommages involontaires, l'exclusion et la marginalisation accrue des groupes à risque, et afin de promouvoir leurs droits, y compris à bénéficier équitablement des opportunités offertes par ces interventions.

L'évaluation des risques¹⁵ est un processus visant à déterminer la nature et l'étendue de ces risques, en analysant les dangers et en évaluant les situations de vulnérabilité actuelles qui, combinées, pourraient potentiellement porter atteinte aux personnes exposées, aux biens, aux services, aux moyens de subsistance et à l'environnement dont ces personnes dépendent.

Le genre¹⁶ fait référence aux rôles, comportements, activités et attributs construits socialement et qu'une société considère comme appropriés pour les femmes, les hommes et personnes de la diversité des genres. Alors que le sexe fait référence aux différences biologiques et physiologiques entre les femmes et les hommes, le genre fait référence aux rôles, comportements et attentes construits socialement et associés au fait d'être une femme ou un homme dans une société donnée. Le genre est un concept complexe qui influence la façon dont les personnes se perçoivent elles-mêmes et perçoivent les autres, et comment elles interagissent les unes avec les autres. Le genre est également intimement lié aux relations de pouvoir, car il détermine souvent qui peut avoir accès aux ressources, aux opportunités et aux processus de prises de décisions dans une société donnée.

Les personnes en situation de handicap¹⁷ incluent les personnes qui présentent des altérations aux fonctions physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec divers freins peut limiter ou restreindre leur pleine et effective participation à la société sur un pied d'égalité.

La justice sociale¹⁸ repose sur les valeurs d'équité, d'égalité, de respect de la diversité, d'accès à la protection sociale et de respect des droits humains dans tous les domaines de la vie, y compris sur le lieu de travail.

11 Adapté de UN Empowerment booklet <https://www.un.org/esa/socdev/ngo/outreachmaterials/empowerment-booklet.pdf>

12 Calder R, Rickard S, Kalsi K (2020) Measurement of women's economic empowerment. Work and Opportunities for Women Helpdesk Guidance No. 2. London

13 Adapté de <https://www.unicef.org/rosa/media/1761/file/Genderglossarytermsandconcepts.pdf>

14 PROE (2024) Égalité des genres, handicap et inclusion sociale pour les solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement (PROE), Apia

15 Adapté de <https://www.undp.org/sites/g/files/zskqke326/files/migration/ly/2Disaster-Risk-Reduction---Risk-Assessment.pdf>

16 PROE (2024) Égalité des genres, handicap et inclusion sociale pour les solutions fondées sur la nature.

17 Adapté de <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-persons-disabilities>

18 Adapté de <https://sdgs.un.org/statements/message-world-day-social-justice-10379>

Mécanisme de règlement des griefs¹⁹ : moyen formalisé, au niveau local, de recevoir, d'évaluer et de résoudre les retours d'information, préoccupations ou plaintes des communautés.

Les programmes tenant compte de la dimension de genre²⁰ incluent des actions spécifiques pour tenter de réduire les inégalités entre les genres au sein des communautés.

Sensible au genre²¹ : politiques ou programmes sensibles au genre, reconnaissant les inégalités entre les genres comme des obstacles susceptibles de priver les femmes des mêmes opportunités et avantages que ceux dont bénéficient les hommes dans le cadre des programmes de développement. Cela comprend donc des mesures visant à réduire les inégalités entre les genres et de proposer des ressources et des services permettant de répondre aux besoins des femmes et des hommes, dans toute leur diversité.

Concepts relatifs aux Solutions fondées sur la Nature

L'adaptation fondée sur les écosystèmes²² est une approche de planification de l'adaptation fondée sur la nature qui s'appuie sur le potentiel des écosystèmes sains et de la biodiversité pour atténuer la vulnérabilité et renforcer la résilience sociale et économique face au changement climatique.

L'agroécologie²³ est une approche intégrée qui applique concomitamment des notions et des principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion des systèmes alimentaires et agricoles. Elle vise à optimiser les interactions entre les végétaux, les animaux, les humains et l'environnement, sans oublier les aspects sociaux dont il convient de tenir compte pour qu'un système alimentaire soit durable et équitable.

L'agroforesterie²⁴ fait référence à la culture délibérée

de plantes vivaces ligneuses sur la même unité de terre que les cultures agricoles et/ou les animaux, selon une certaine forme de mélange ou de séquence spatiale, et comportant des interactions écologiques et/ou économiques importantes entre les composants ligneux et non ligneux du système.

La gestion communautaire des pêches²⁵ désigne un système de gestion dans lequel les communautés jouent un rôle de premier plan en matière de gestion des pêcheries et des aires côtières adjacentes, en partenariat avec une agence promouvant l'approche ou avec son soutien. Elle repose sur le principe selon lequel chaque communauté est responsable de son environnement marin.

La gestion des bassins versants est le terme utilisé pour décrire le processus de mise en place de pratiques d'utilisation des sols et de gestion de l'eau dans le but de protéger, d'utiliser durablement et d'améliorer la qualité de l'eau et des autres ressources naturelles d'un bassin versant.

Le plan de gestion environnementale et sociale²⁶ est un plan cohérent qui décrit la manière dont les impacts négatifs d'un projet sur l'environnement et la société seront gérés et atténués pendant les phases de planification, de conception, de mise en œuvre et de suivi d'un projet.

Les Solutions fondées sur la Nature (SfN)²⁷ sont des « actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les enjeux de société de manière efficace et adaptative tout en assurant le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité ».

19 Adapté de la note consultative de la CAO intitulée « A Guide to Designing and Implementing Grievance Mechanisms for Development Projects »

20 Adapté de https://www.unfpa.org/sites/default/files/admin-resource/thematic%20note%201_gender_final.pdf

21 SPREP (2016) SPREP Gender Policy - Gender equity and women's empowerment in communities and environments across the South Pacific. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

22 SPREP (2020) Pacific ecosystem-based adaptation to climate change: strengthening and protecting natural ecosystem services to enhance resilience to climate change. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

23 FAO (2018) Food and Agriculture Organisation, Rome

24 SPC (2016) Vulnerability of Pacific Island agriculture and forestry to climate change. The Pacific Community, Nouméa

25 SPC (2010) A community-based ecosystem approach to fisheries management: guidelines for Pacific Island countries. The Pacific Community, Nouméa

26 Adapté de <https://documents1.worldbank.org/curated/en/681881546239762727/pdf/ESMP-Hamirpur-Rath-Mar-18-r1.pdf>

27 UICN (2016) Résolution 069 du Congrès mondial de la nature. Définir les Solutions fondées sur la Nature

3. Principes pour l'intégration de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale aux solutions fondées sur la nature

Des entretiens avec des équipes engagées dans une démarche GEDSI au sein des solutions fondées sur la nature ont permis d'identifier sept principes directeurs. Ces principes reposent sur les approches GEDSI et sur celles fondées sur les droits. La logique qui sous-tend chaque principe est exposée dans ce chapitre et le nom du ou des cas d'étude est indiqué sous le principe qu'il illustre. Pour chaque étude de cas, les équipes ont partagé leurs meilleures pratiques et ont analysé les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'un de ces principes.

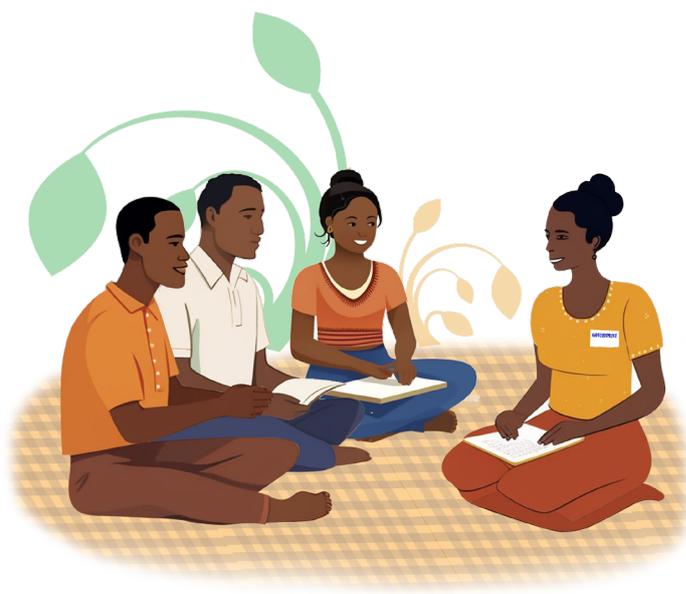
La liste des principes n'est pas exhaustive et les projets de solutions fondées sur la nature n'ont pas à se limiter à ces sept principes. Nombre de ces

principes sont étroitement liés et ne doivent pas être considérés comme des éléments isolés. Ces principes doivent être appliqués avec souplesse et de manière adaptée au contexte social et culturel spécifique de mise en œuvre des solutions fondées sur la nature, permettant ainsi de s'assurer que ces interventions continuent de répondre de façon holistique, pertinente et réactive à l'évolution des besoins des communautés et du projet. Par ailleurs, réfléchir régulièrement à ces principes et ces meilleures pratiques peut favoriser la découverte de nouvelles idées pouvant encore améliorer les résultats du projet, et contribuer aux bonnes pratiques GEDSI dans les solutions fondées sur la nature.

Principe 1

Obtention du consentement libre, informé et préalable

Le consentement libre, informé et préalable (CLIP) est un principe clé qui veille à ce que les communautés locales (et plus particulièrement les peuples autochtones) aient le droit, à tout moment, de donner ou de refuser leur accord à des projets susceptibles d'affecter leurs terres, leurs ressources et leurs droits. Ce principe met l'accent sur le fait que le consentement doit être accordé librement, sans coercition, avant le début des activités, et sur la base d'informations complètes et transparentes. Aborder le processus CLIP avec une perspective GEDSI implique de s'assurer que les femmes et les autres groupes marginalisés y sont intégrés et qu'ils sont en mesure d'étudier le projet et d'accorder ou de refuser leur consentement. Le CLIP n'est pas une procédure ponctuelle, mais un processus continu permettant aux communautés de changer d'avis. Le CLIP constitue un élément essentiel au respect de l'autodétermination et à la protection des communautés contre l'exploitation et les pratiques dommageables.



Étude de cas : Mise en œuvre du consentement libre, informé et préalable sous l'angle des principes GEDSI en Mélanésie

Principe 2

Inclusion ciblée des groupes marginalisés et sous-représentés

L'inclusion sociale est un principe qui promeut la participation et la représentation égales de tous les groupes, en particulier de ceux qui sont marginalisés et sous-représentés. Il préconise de lever les freins et de lutter contre les inégalités afin que chaque personne, sans distinction de sexe, d'âge ou de handicap, ait accès aux mêmes opportunités, aux ressources et aux processus de prises de décisions. Les solutions fondées sur la nature qui intègrent activement la diversité ne sont pas seulement plus justes ou équitables : elles bénéficient également d'un plus large éventail d'expériences, d'idées et de retours critiques, ce qui se traduit par des approches plus innovantes et par une plus forte adhésion des communautés, qui sentent que leur point de vue est écouté et valorisé.



Étude de cas : Inclusion des femmes et des personnes en situation de handicap dans la gestion des espèces exotiques envahissantes sur le site Rennell Est (Îles Salomon), inscrit au patrimoine mondial

Étude de cas : Soutien au leadership des femmes et des jeunes dans la reforestation de la mangrove sur l'île de Taveuni (Fidji)

Principe 3

Réalisation d'une analyse GEDSI pour guider l'élaboration et la mise en œuvre des projets

Investir dans une analyse GEDSI est indispensable pour guider l'élaboration et la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et veiller à ce que les interventions offrent des bénéfices équitables à l'ensemble des membres de la communauté. Il s'agit de collecter et d'analyser des données ventilées selon le sexe et d'autres caractéristiques sociales (âge, handicap, origine ethnique, entre autres) pour mieux appréhender les disparités et les inégalités. Cette approche permet d'identifier et d'atténuer les inégalités potentielles, de sorte que les solutions fondées sur la nature soient à la fois inclusives et équitables. Les femmes et les hommes ont souvent des rôles, des responsabilités et des connaissances différentes en matière de gestion de l'environnement, et cela peut avoir un impact sur leur accès aux ressources, sur leur pouvoir de décision et sur les bénéfices qu'ils retirent des solutions fondées sur la nature. Avec une bonne compréhension et une documentation de ces différences, les solutions fondées sur la nature peuvent être conçues de manière à être équitables et inclusives, répondant aux besoins spécifiques et aux contributions des



femmes et d'autres groupes marginalisés au sein des communautés. Cela conduit à des solutions plus complètes et plus efficaces, avec un plus grand nombre de bénéficiaires et de parties prenantes.

Étude de cas : Réalisation d'une analyse de genre pour étayer l'élaboration et la mise en œuvre de projets sur l'île de Gau (Fidji) et sur l'île de Fatu Hiva (Polynésie française)

Étude de cas : La collecte et l'analyse de données ventilées contribuent à la conception et à la mise en œuvre de projets au Timor-Oriental, aux Îles Salomon et aux Fidji

Principe 4

Investissement dans l'émancipation économique des femmes

L'émancipation économique des femmes est le principe qui favorise un accès égal des femmes aux ressources et aux opportunités économiques ainsi qu'un environnement propice à leur participation et qui encourage le rôle des femmes dans les prises de décisions. Dans les solutions fondées sur la nature, cela implique de lever les obstacles à la pleine participation des femmes aux projets (discriminations, manque d'accès aux informations, à la formation, au mentorat, aux prises de décisions, etc.). L'émancipation économique des femmes permet non seulement d'améliorer leur bien-être individuel, mais aussi de contribuer à la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et à un développement social et économique plus larges, favorisant l'inclusion et la résilience au sein des communautés.

Étude de cas : Investissement dans l'émancipation économique des agricultrices des îles Tongatapu et Vava'u, Tonga



Principe 5

Élaboration d'une stratégie GEDSI dans le cadre de projets



Dans le cadre d'un projet de solution fondée sur la nature, une stratégie GEDSI consiste à s'engager à mettre en place des mécanismes garantissant que les besoins et les points de vue de tous les groupes (en particulier des groupes marginalisés ou sous-représentés) sont pris en considération lors de la planification, de la mise en œuvre et du suivi d'un projet. Elle identifie les obstacles potentiels à la participation et à la prise de décision et encourage les actions qui garantissent que tous les groupes bénéficient des solutions fondées sur la nature et peuvent y contribuer. Les projets qui prévoient des stratégies GEDSI ont plus de chances de parvenir à leurs objectifs et de produire des résultats environnementaux et sociaux positifs, et garantissent également que personne n'est laissé-e de côté.

Étude de cas : Intégration des principes GEDSI dans la gestion communautaire des pêches

Principe 6

Développement d'une communauté de pratique autour des principes GESDI

Une communauté de pratique GESDI favorise la collaboration et le partage des connaissances entre professionnel·les afin d'améliorer l'intégration des principes GESDI aux solutions fondées sur la nature. En regroupant des points de vue et connaissances divers, cette communauté renforce la capacité à définir et à mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature qui soient à la fois inclusives, équitables et efficaces. L'expertise collective et les ressources partagées au sein de la communauté de pratique permettent de s'assurer que les solutions fondées sur la nature correspondent aux besoins et aux contributions de toutes et tous, en particulier des groupes marginalisés.

Étude de cas : Création d'une communauté de pratique autour des principes GESDI pour les solutions fondées sur la nature dans la région des îles du Pacifique



Principe 7

Impliquer des expert·es pour améliorer l'inclusion des personnes en situation de handicap



Pour garantir l'équité et l'inclusion des personnes en situation de handicap dans les efforts de protection de l'environnement, il est essentiel d'impliquer et de travailler en partenariat avec des personnes compétentes en matière de handicap. Collaborer avec ces personnes ressources est une porte d'entrée précieuse pour mieux appréhender les difficultés et les opportunités spécifiques que rencontrent les personnes en situation de handicap. Elles peuvent notamment aider à développer des approches plus accessibles et mieux adaptées permettant aux personnes en situation de handicap de participer aux prises de décisions les concernant, et de bénéficier équitablement des solutions fondées sur la nature. Leur expertise peut contribuer à l'identification et à la levée des obstacles empêchant les personnes en situation de handicap de participer aux solutions fondées sur la nature.

Étude de cas : Établissement d'un partenariat avec le Pacific Disability Forum en vue de dispenser une formation sur l'intégration des personnes en situation de handicap aux solutions fondées sur la nature



Atelier de sensibilisation sur le projet Kiwa WISH+ sur un marché local de l'île de Manus, Papouasie Nouvelle-Guinée

4. Études de cas

Principe 1. Obtention du consentement libre, informé et préalable

Étude de cas : Mise en œuvre du consentement libre, informé et préalable sous l'angle des principes GEDSI en Mélanésie

- **Nom du projet :** Kiwa Watershed Interventions for Systems Health Plus (WISH+) - Interventions dans les bassins versants pour la santé des systèmes
- **Organisations :** Wildlife Conservation Society (WCS), en collaboration avec l'Université de Sydney et l'Université du Queensland
- **Pays impliqués dans le projet :** Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon

Contexte

La qualité des bassins versants a des répercussions sur la santé et le bien-être des personnes et des environnements en aval. Les sédiments et les nutriments qui pénètrent dans les cours d'eau peuvent avoir des conséquences dévastatrices sur les écosystèmes d'eau douce et du littoral dont les populations locales dépendent pour se

nourrir, assurer leur subsistance et perpétuer leurs pratiques culturelles. En Mélanésie, les épidémies de maladies dues à l'eau sont fréquentes et aggravées par des facteurs environnementaux en lien avec le changement climatique, la gestion des terres et l'évolution des conditions sociales. Des études scientifiques, on estime que la présence d'une couverture forestière et de zones humides importants et intacts pourrait réduire l'apparition de maladies au sein des populations et dans les écosystèmes situés en aval, grâce à la diminution du nombre d'agents pathogènes présents dans les eaux usées non traitées. Les solutions fondées sur la nature, telles qu'une gestion intégrée et efficace des bassins versants, permettent de réduire les cas de maladies liées à l'eau et offrent d'autres co-bénéfices tangibles pour la santé globale des systèmes, tels que le stockage et la capture du carbone en vue de réduire les gaz à effet de serre dans l'atmosphère, la création de refuges pour la biodiversité des forêts et des zones humides menacées, ou encore la réduction des effets des catastrophes liées au climat, grâce

notamment à l'atténuation des inondations et aux services d'assainissement des eaux.

Grâce à des approches systémiques en matière de santé et à l'adoption de solutions fondées sur la nature, le projet Watershed Interventions for Systems Health Plus (Interventions dans les bassins versants pour la santé des systèmes - WISH+) offrira des co-bénéfices en termes de résilience climatique, de biodiversité, de santé humaine et de bien-être aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon. Le projet WISH+ a pour objectifs : (1) de mettre en œuvre la gestion intégrée des bassins versants pour la biodiversité, la résilience climatique et les co-bénéfices pour la santé humaine, en établissant un modèle de gestion de la santé des systèmes pour le Pacifique, mis à l'échelle grâce à des outils d'aide à la décision, un financement durable à long terme et une politique publique efficace ; (2) de faciliter l'investissement dans des solutions fondées sur la nature permettant une gestion sûre de l'eau potable, de l'assainissement et des eaux usées dans les bassins versants à haut risque, identifiés grâce à des outils d'aide à la décision innovants, tout en contribuant à atteindre de multiples objectifs de développement durable ; et (3) de favoriser la transmission des leçons apprises à travers les réseaux régionaux pour encourager les politiques et pratiques innovantes.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

L'approche CLIP

Les îles du Pacifique regroupent un grand nombre de communautés autochtones et locales qui ont des liens culturels et spirituels étroits avec leur terre, leur mer et leurs ressources naturelles. Le Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP)²⁸, inscrit dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones²⁹, est un droit spécifique accordé aux peuples autochtones, qui découle de leur droit à l'autodétermination (voir la Figure 1). Dans le contexte des solutions fondées sur la nature, les peuples autochtones ont le droit, en toutes circonstances, d'accorder ou de refuser leur consentement aux projets ou activités susceptibles

d'avoir des répercussions sur leurs terres, leurs ressources et leurs droits. Le CLIP permet aux peuples autochtones de négocier et d'influencer l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets dans lesquels ils sont impliqués ou qui les concernent, eux et leurs territoires. Dans les îles du Pacifique, le CLIP est un élément indispensable au respect des communautés locales et autochtones, à la protection de leurs droits et à la prise en compte de leur avis dans toutes les activités de préservation ou de développement qui ont un impact sur leurs terres, leurs mers et leurs ressources.

WCS applique le principe du CLIP de manière globale à toutes les communautés locales, qu'elles soient autochtones ou non. En Mélanésie, WCS a intégré le CLIP à ses protocoles d'engagement communautaire, en respectant les spécificités culturelles et en y apportant des solutions adaptées. Cette approche vise à garantir que le CLIP ne constitue pas un processus séparé, mais qu'il fait partie intégrante de la collaboration avec les populations locales, dans toute leur diversité. Cela suppose de veiller à ce que tous les groupes au sein des communautés (y compris les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap) soient en mesure de participer au processus CLIP, d'exprimer leur point de vue et de donner (ou non) leur consentement.

28 Le manuel de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le consentement libre, informé et préalable est disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b14c439f-26ca-41b9-a64b-20113ae248cf/content>

29 La déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est disponible à l'adresse suivante : https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf

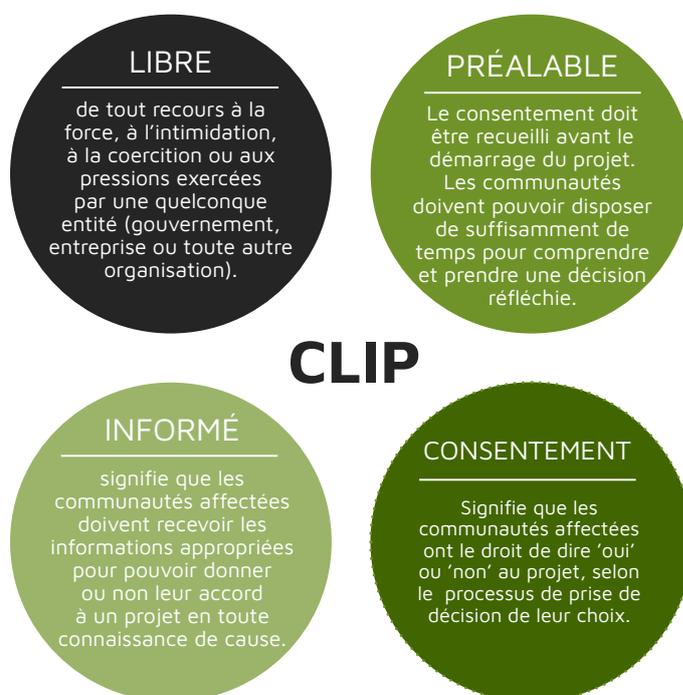


Figure 1. Consentement libre, informé et préalable.



Évaluation des risques liés au genre auprès d'un groupe de femmes sur l'île de Kolombangara, Îles Salomon

Pour la mise en œuvre du CLIP, cinq principes de bonnes pratiques doivent être appliqués par les équipes locales :

- 1 **Faire preuve d'ouverture et d'inclusivité.** Impliquer le plus grand nombre de parties prenantes concernées, y compris différents groupes.
- 2 **Faire preuve de clarté et de transparence.** Les informations doivent être présentées de manière à être accessibles à l'ensemble des participantes et participants. Les personnes en situation de handicap doivent être prises en compte dans ce contexte.
- 3 **Favoriser le dialogue, stori, talanoa.** Prévoir suffisamment de temps pour la discussion.
- 4 **Utiliser les structures existantes de la communauté.** S'appuyer sur les réunions tenues par les églises et les groupes d'anciens, de femmes, de jeunes, les groupes liés aux chefferies et coutumiers.
- 5 **Reconnaître les droits locaux.** Veiller à ce que les activités proposées respectent les coutumes et les droits locaux.

En principe, le processus CLIP se déroule en trois grandes étapes : (1) un atelier de sensibilisation

initial est organisé pour décrire les objectifs, le calendrier et les activités du projet aux autorités locales partenaires et aux communautés ; (2) une deuxième visite est prévue dans les communautés qui ont confirmé leur souhait de participer au projet, pour effectuer une évaluation des risques liés à l'égalité des genres, avec la participation de nombreux groupes de chaque communauté, y compris les femmes, les hommes, les anciens et les jeunes ; et (3) après avoir accordé un temps suffisant aux discussions internes à la communauté, une dernière visite est réalisée dans chaque communauté pour la signature du consentement. Ces trois étapes permettent de laisser suffisamment de temps aux différents membres de la communauté pour partager leur avis sur les activités du projet, en débattre au sein de leur communauté et de décider de l'accord ou non à la poursuite du projet.

WCS considère que le processus CLIP est un processus en continu qui permet aux communautés de retirer leur consentement à tout moment si, par exemple, le projet ne produit pas les résultats attendus ou si elles estiment que leurs griefs ne sont pas pris en compte. Le processus CLIP englobe une procédure de règlement des griefs qui permet aux communautés de faire part de leurs préoccupations causées par le projet, sans répercussions sur leur communauté. Il est donc probable que ce processus intervienne

à plusieurs reprises au cours d'un projet. En tant que processus continu, il se doit également d'être correctement documenté à des fins de transparence et de redevabilité.

Application du processus CLIP au projet WISH+

Dans le cadre de l'évaluation des risques liés à l'égalité de genre pour le projet WISH+, WCS a organisé des groupes de discussion distincts pour les femmes et les hommes dans chacune des 41 communautés bénéficiaires du projet aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon, à l'aide d'un questionnaire spécialement conçu pour recenser les risques potentiels du projet. L'objectif consistait à repérer les obstacles à la participation des femmes et des hommes au projet, à définir les mesures à prendre pour éliminer ou minimiser ces obstacles, à identifier

les personnes susceptibles d'être pénalisées par le projet et à déterminer ce qui pourrait être fait pour éviter ces impacts négatifs. Chaque groupe a identifié et cartographié les principales ressources naturelles qu'il utilise et auxquelles sa communauté a accès. L'évaluation des risques liés à l'égalité de genre au cours du processus CLIP a servi à identifier les besoins des différents groupes des communautés et les impacts sociaux potentiels du projet. Les indicateurs de mesures de protection environnementale et sociale ont été définis à partir des résultats de l'évaluation des risques liés à l'égalité des genres et intégrés au plan de gestion environnementale et sociale du projet. Le Tableau 1 fournit des exemples de certains des risques identifiés au cours du processus CLIP et des mesures d'atténuation mises en place pour le projet WISH+.

Tableau 1. Risques identifiés au cours du processus CLIP et mesures d'atténuation appliquées.

| Risque | Mesures d'atténuation |
|--|---|
| Les activités du projet sont incompatibles avec les activités de l'église ou de l'école, ou avec d'autres obligations et engagements familiaux. | <ul style="list-style-type: none"> Planifier toutes les activités du projet à l'avance, en concertation avec l'ensemble de la communauté et des comités, au minimum deux semaines à l'avance. Renforcer la communication avec les services provinciaux et avec les communautés. Revoir et finaliser les plans d'activités avec les communautés. |
| Les consultations ne seront pas assez participatives et refléteront donc des points de vue faussés, ce qui entraînera des litiges concernant l'eau et les terres. | <ul style="list-style-type: none"> Procéder à des consultations au niveau des clans en veillant à inclure les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes en situation de handicap. Encourager les femmes et les jeunes à participer. Collaborer avec les comités de développement des quartiers et avec les autorités locales. Faire en sorte que les personnes représentant leur clan puissent en informer tous leurs membres et présenter de manière fidèle les points de vue des différents groupes. |
| Certaines personnes de la communauté peuvent ne pas bénéficier des activités du projet. | <ul style="list-style-type: none"> Mettre au point, avec les comités de l'eau, des plans de sécurité inclusifs pour l'eau et l'assainissement, qui tiennent compte des différences entre les femmes et les hommes. Donner la priorité aux actions découlant des plans de sécurité pour l'eau et l'assainissement qui serviront au plus grand nombre de personnes. Les femmes doivent être associées à toutes les étapes des prises de décisions au cours du processus de consultation. Partager les bénéfices entre les différentes solutions fondées sur la nature auxquelles les communautés peuvent accéder équitablement. |
| Les populations des villages peuvent voir leurs moyens de subsistance affectés par les restrictions imposées dans le cadre des plans de gestion durable des terres, qui risquent de restreindre l'accès aux matériaux de construction pour les habitations et de cuisson des aliments. | <ul style="list-style-type: none"> Faire en sorte que personne ne soit totalement privé·e des activités permettant d'assurer sa subsistance, par le biais d'un plan de gestion participatif. Prévoir la possibilité, pour les populations locales, d'avoir accès à certains types de matériaux de construction et de cuisson. |
| Il existe une réticence culturelle à laisser les femmes participer à la gestion des ressources et aux comités de l'eau. | <ul style="list-style-type: none"> Examiner avec les communautés les moyens appropriés culturellement de faire participer les femmes. Prévoir suffisamment de temps pour que les femmes puissent terminer toutes leurs tâches ménagères avant de se joindre aux activités du projet. Le projet ne nécessite pas que les femmes participent à des activités qu'elles jugent dangereuses pour leur sécurité. |

Au cours du processus CLIP en Papouasie-Nouvelle-Guinée, WCS a dû faire face à des attentes et à des conversations délicates avec les communautés locales au sujet des bénéfices directs d'un investissement dans des solutions fondées sur la nature. Certaines communautés étaient hésitantes à participer à un projet s'articulant essentiellement autour de solutions fondées sur la nature, sans bénéfices immédiats et tangibles en termes d'infrastructures (construction de barrages et acheminement de l'eau, par exemple). Si ces communautés de manière générale comprennent

la nécessité de modifier leurs pratiques actuelles en matière d'élevage, de gestion des déchets et d'inhumation afin d'améliorer la qualité de l'eau et des écosystèmes en aval, certaines personnes restent sceptiques à l'idée de consacrer du temps à des activités de solutions fondées sur la nature, qui ne présentent que peu (voire pas) de bénéfices tangibles immédiats. Pourtant, le processus CLIP a été couronné de succès et a permis de recueillir des perspectives singulières (voir les encadrés 1 et 2).



Thomas Yalu, WCS © Initiative Kiwa - 2024

Participatory mapping exercise with a group of women on Kolombangara Island, Solomon Islands

Encadré 1. Anisha Kadles Michael, de l'Association de Conservation de la Biodiversité de l'île Kolombangara, et Thomas Yalu, de WCS, font part de leur expérience en matière d'application du processus CLIP auprès des communautés des îles Salomon.

« Grâce à cette approche, les communautés ont pu disposer d'un espace où les groupes marginalisés (tels que les femmes et les jeunes) ont pu recevoir des informations et participer aux prises de décisions, et même donner leur accord pour le projet. Ces personnes et ces groupes ont ainsi pu partager leurs idées, leurs préoccupations et poser leurs questions.

Le processus CLIP et notre approche ont changé la donne pour les communautés : cela a permis à toutes et tous de participer de manière équitable et sur un pied d'égalité. Lorsque nous avons mis en place le CLIP dans les communautés, ce que j'ai appris d'intéressant, c'est que les communautés ont ainsi pu prendre conscience de l'importance de l'inclusion. Cette approche est la meilleure à adopter dans tous les projets à l'avenir. » - Anisha Kadles Michael

« Ce processus CLIP est indispensable à la mise en œuvre de tout projet au sein de communautés qui ne bénéficient que de peu d'informations et de soutien en matière de développement. Le processus CLIP leur permet de faire entendre leur point de vue et leur position sur des questions importantes qui comptent beaucoup pour eux, et qui n'ont jamais été prises en compte ou traitées jusque-là. Cette démarche constitue donc un cadre qui nous permet, en tant qu'équipe projet, de comprendre les choses depuis leur point de vue. Pour nous, le plus important est de chercher à résoudre les problèmes auxquels les communautés sont confrontées, et non pas ceux auxquels nous croyons qu'elles sont confrontées. C'est ce que le processus CLIP nous apporte. » - Thomas Yalu



Nella Sabak, WCS © Initiative Kiwa 2024

Consultations auprès des membres du clan sur l'île de Manus, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Encadré 2. Fiona Manu, de WCS, témoigne de son expérience du CLIP auprès des communautés de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

« La mise en œuvre d'un processus CLIP sur de nouveaux sites de projets permet une sensibilisation au projet à une plus grande échelle locale ; en effet, même les clans n'étant pas encore impliqués dans le projet sont invités à y participer : ils peuvent ainsi « juger » l'organisation et le projet. Ce processus laisse le temps aux membres des communautés d'informer et de consulter leurs proches vivant hors du village (et parfois plus hauts placés dans la hiérarchie du clan ou plus instruits), de connaître leur point de vue, ce qui les aide à prendre des décisions. Le processus CLIP, en tant que processus de contrôle par les communautés, permet de s'assurer que seuls les clans intéressés dont les chefs et les membres comprennent le projet et acceptent de travailler avec l'organisation donnent leur accord au projet. Lorsqu'une communauté a une connaissance suffisante de notre organisation et du projet que nous envisageons de réaliser, les clans consentent à sa mise en œuvre, en sachant parfaitement

qu'ils peuvent revenir sur leur décision et utiliser le mécanisme de règlement des griefs en cas de conflit.

L'application du CLIP à de nouveaux sites du projet est importante, car elle nous permet de comprendre les dynamiques communautaires, de connaître les points sensibles liés à la propriété et à l'utilisation des terres, la hiérarchie sociale et les méthodes traditionnelles utilisées pour récolter des plantes ou se nourrir d'animaux, ou encore les restrictions sur les zones forestières, qui peuvent sembler sexistes à première vue, mais qui sont des pratiques de conservation importantes pour les communautés. Par exemple, les femmes peuvent se voir interdire l'accès à certaines parties d'une forêt pour des raisons de sécurité, car le chemin qui y mène peut-être dangereux et connu seulement d'un petit nombre de personnes. Ces lieux à accès limité peuvent être préservés, présenter une grande biodiversité et regorger de vie. » - Fiona Manu

WCS espère que le travail réalisé avec les communautés qui ont accepté de participer au projet permettra de sensibiliser le public et de démontrer l'importance et l'intérêt des solutions fondées sur la nature pour l'amélioration de la qualité de l'eau et

de la santé de l'écosystème. Les femmes ont un rôle important à jouer dans ce changement de mentalité dans leurs communautés, dans la mesure où elles peuvent influencer les prises de décisions au sein de leur foyer.

Enseignements tirés

1

Le processus CLIP doit être spécialement conçu et adapté pour se conformer aux coutumes et aux normes locales, et doit être présenté dans les langues locales. Dans certaines communautés, des consultations de sensibilisation complémentaires peuvent s'avérer nécessaires lorsque des projets antérieurs similaires n'ont pas apporté de réponse aux questions et aux préoccupations de la population. Un temps suffisant doit être accordé au processus CLIP, et les personnes ne doivent pas être poussées à prendre une décision si elles n'y sont pas prêtes.

2

Le processus CLIP est une bonne pratique qui peut s'appliquer à tout processus participatif de consultation des communautés locales, y compris non autochtones. Ce principe permet d'affirmer que toutes les communautés ont le droit de participer aux décisions qui affectent leurs terres, leurs ressources et leurs moyens de subsistance, ce qui contribue à plus d'équité et de justice. L'application du processus CLIP de manière universelle permet de protéger les intérêts sociaux et environnementaux de toutes les communautés et de promouvoir des solutions fondées sur la nature à la fois durables et inclusives.

3

En Mélanésie, de nombreuses communautés possèdent un savoir traditionnel approfondi sur leur environnement, et leur expérience des autres projets leur a probablement donné une idée de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. L'évaluation des risques réalisée au cours du processus CLIP peut contribuer à une meilleure conception des projets, où les risques sont évités ou atténués de manière à minimiser les dommages subis par les différents groupes de la communauté.

Références

WCS (2019) WCS Fiji Free, Prior and Informed Consent Process. Wildlife Conservation Society

WCS (2024) WCS Papua New Guinea Community Engagement Protocol. Wildlife Conservation Society

WCS (2024) WCS Solomon Islands Community Engagement Protocol. Wildlife Conservation Society

Wilkie D, Kretser HE, Painter M, O'Brien F, Holmes A, Mastro K, Wieland M, Sriskanthan G, Mangubhai S, Jupiter S, Painter L, Chetkiewicz C (2022) Tailoring social safeguards in conservation to reflect the local context and level of risk. *Conservation Science and Practice*, 4: e12747



Aperçu de la côte du site du patrimoine mondial du lac Tegano

Principe 2. Inclusion volontaire des groupes marginalisés et sous-représentés

Étude de cas : Inclusion des femmes et des personnes en situation de handicap dans la gestion des espèces exotiques envahissantes sur le site Rennell Est (Îles Salomon), inscrit au patrimoine mondial

- **Project name:** Nom du projet : Projet Kiwa - Protection des moyens de subsistance et de la biodiversité de l'île de Rennell contre les espèces envahissantes
- **Organisations :** BirdLife International, Lake Tegano World Heritage Site Association, Live & Learn Solomon Islands, ministère de l'Environnement, du Changement Climatique, de la gestion des catastrophes et de la Météorologie & ministère de l'Agriculture et des Cheptels, Îles Salomon
- **Site du projet :** Site Rennell Est (Îles Salomon), inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO

Contexte

Rennell Est (*East Rennell World Heritage Site, ERWHS*) couvre environ 30 % de Rennell ; il est représentatif des différents habitats de l'île et de ses niveaux exceptionnels d'endémisme (c'est-à-dire d'espèces que l'on ne trouve qu'en un seul endroit bien défini). En 2013, le site ERWHS a été déclaré « en danger », en raison notamment de l'absence de statut de zone protégée, d'opportunités de subsistance limitées, d'une faible utilité perçue du statut de site inscrit au patrimoine mondial, du potentiel pour l'exploitation forestière, de capacités de gestion inadaptées et de la présence d'espèces exotiques envahissantes (EEE). Selon une étude menée en 2018 par BirdLife International, le rat noir (*Rattus rattus*, une espèce envahissante) était largement répandu sur l'île de Rennell, menaçant les cultures, les moyens de subsistance et la biodiversité, tout comme les fourmis envahissantes, le scarabée rhinocéros du cocotier et de nombreuses espèces végétales introduites, ce qui signale un besoin urgent de biosécurité. Six oiseaux endémiques ainsi que des escargots endémiques ont été jugés extrêmement vulnérables à l'introduction du rat noir.

Pour lutter contre ces menaces, BirdLife International s'est associé à l'Association du site du patrimoine mondial du lac Tegano (*Lake Tegano World Heritage Site Association, LTWWSA*), organisme communautaire autochtone chargé de la gestion du site ERWHS. Le comité de gestion est constitué de représentants des femmes et des jeunes élus des villages de Tevaitahe, Niupani, Tegano et Hutuna, qui détiennent les droits d'occupation des terres et des ressources du site ERWHS. Le projet a pour objectif d'améliorer la durabilité écologique et sociale du site ERWHS, grâce au renforcement de la résilience climatique par la gestion des EEE, à l'amélioration des moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire des communautés propriétaires des terres. La gestion des EEE constitue une solution fondée sur la nature rentable et qui a fait ses preuves ; le projet a pour objectifs : (1) de quantifier les effets des rats sur la sécurité alimentaire/les moyens de subsistance et les indicateurs de biodiversité ; (2) d'évaluer les bénéfices de la dératisation ; (3) d'évaluer le niveau actuel des risques, des vulnérabilités et des impacts du changement climatique et d'élaborer des mesures de réponse menées par les communautés locales ; et (4) de développer la capacité à soutenir la dératisation, la biosécurité et l'amélioration de la surveillance écologique et de la gestion du site classé.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Cette étude de cas porte sur les approches GEDSI utilisées pour favoriser la participation des femmes et des personnes en situation de handicap à l'élimination et au suivi des EEE. En 2022, au cours d'un atelier de démarrage avec les communautés afin de présenter les objectifs du projet, BirdLife International a fait appel à un coordinateur de projet local pour collaborer avec les communautés afin d'identifier les gardes forestiers qui seront chargés de la gestion, de l'évaluation et des rapports sur l'impact des efforts d'élimination des EEE.

Quatre gardes forestiers autochtones hommes provenant de quatre villages (Tevaitahe, Niupani, Tegano et Hutuna) ont été recrutés et formés à l'établissement d'une surveillance et d'une dératisation à l'échelle des paysages (en particulier pour mesurer les indicateurs de biodiversité, collecter des données, y compris avec des appareils GPS et communiquer des données de surveillance) afin de mesurer l'efficacité de la dératisation dans la réduction des impacts sur les oiseaux et les moyens de subsistance (agriculture).

Le choix initial d'hommes pour ces postes a été décidé par la communauté, en raison de la charge de travail physique nécessaire à l'installation des zones de dératisation et des questions de sécurité pour les femmes. Les gardes-forestiers ont à leur tour formé des membres de leurs villages respectifs pour que d'autres puissent apprendre et participer au programme de dératisation. Dans un premier temps, une parcelle de 100 ha et une parcelle de 10 ha ont été sélectionnées afin de réduire la population de rats noirs, comprenant plusieurs fermes et jardins dans chacun des quatre villages. Sur chaque parcelle, des appâts rodenticides ont été appliqués à intervalles réguliers par le biais d'un réseau de distributeurs d'appât.

Grâce à la mise en avant de l'importance de l'inclusion dans le respect de la culture, et une collaboration étroite avec les structures de gouvernance du village, les membres de la communauté ont commencé à discuter de l'implication des femmes et des jeunes dans le projet. Dans le même temps, les femmes ont exprimé leur souhait de participer à la collecte de données sur les espèces endémiques et à la dératisation ; elles en ont fait la demande auprès de leur communauté. Avec le soutien de leurs communautés, les responsables au sein des gardes forestiers ont veillé à ce que les femmes aient les mêmes chances que les hommes de participer au suivi des efforts de dératisation. Depuis la mi-2023, environ vingt femmes des quatre villages ont été formées par les gardes forestiers et surveillent désormais la consommation d'appâts par les rats. Les gardes forestiers et les personnes chargées de la collecte des données (dont des femmes) qui participent aux efforts de surveillance perçoivent une indemnité journalière pour ce travail.

En s'appuyant sur un plan de surveillance de l'environnement, les gardes forestiers vérifient et renouvellent les appâts et éliminent la population de rats noirs dans les quatre zones de traitement situées dans les quatre villages, dont environ 40 ha de jardins. Ce plan permet aux gardes forestiers et aux membres de la communauté (y compris aux femmes) de mesurer les évolutions de la faune endémique sur le site ERWHS et de contrôler l'efficacité de la dératisation, grâce notamment au suivi des espèces d'oiseaux endémiques sensibles à la prédation du rat noir, comme la pie-grièche de Rennell (*Ghoghoviu*). D'autres espèces d'oiseaux, de roussettes, d'escargots endémiques et d'autres espèces locales sont également suivies afin d'évaluer l'état de ce site inscrit au patrimoine mondial. Les gardes forestiers et les

membres de la communauté, dont des femmes, ont commencé à recueillir des données de surveillance ; les fiches de données sont envoyées tous les mois à BirdLife International, à des fins d'analyse. Compte tenu des rôles différents attribués aux femmes et aux hommes de la communauté, les hommes ont assuré la surveillance des oiseaux le matin, car leur emploi du temps était plus souple. Quant aux femmes, elles surveillaient les cultures et les appâts, ce qui pouvait se faire à n'importe quel moment de la journée, en même temps que leurs tâches domestiques et

familiales (voir l'encadré 3). En particulier, une femme, Joy Teahemasi, originaire du village de Niupani, a été remarquée pour ses grandes capacités d'organisation, surtout en matière de suivi des données. Joy a été choisie pour diriger la saisie des données, en étroite collaboration avec le coordinateur local du projet. Sa contribution et celle des autres femmes (voir l'encadré 4) mettent en lumière le rôle que les femmes peuvent jouer dans les projets aux côtés des hommes de leur communauté.



Steve Cranwell, BirdLife © Kiwa Initiative - 2022

Gardes forestiers et membres de la communauté de Hutuna, LTWHA

Encadré 3 : Yvonne Tauika, présidente du club d'épargne des femmes de Hutuna

« Lorsque BirdLife a commencé à travailler avec le comité de l'Association du site du patrimoine mondial du lac Tegano pour mettre en œuvre ce projet, nous étions très heureux et nous avons soutenu le projet parce que nous voulions nous assurer que les rongeurs cessent de causer des dommages à nos cultures et à nos jardins. Lorsque le projet a démarré dans nos communautés, j'ai remarqué que seuls les hommes étaient recrutés pour travailler sur le projet. Mais au fur et à mesure que le travail avançait et que les réunions communautaires se multipliaient, les femmes et les jeunes filles ont commencé à participer à la surveillance des oiseaux et au réapprovisionnement des appâts dans les zones de traitement. Ce travail est très intéressant, surtout lorsqu'il s'agit d'enregistrer des données sur les oiseaux. Lorsque je me promène dans la forêt, je me rends compte qu'il y a beaucoup d'oiseaux, et nommer les oiseaux, en particulier les oiseaux endémiques, est quelque chose que j'ai appris dans le cadre de ce projet. Les séquences vidéo des caméras de surveillance

montrant des oisillons dans leur nid dans la forêt sont étonnantes. Je n'avais jamais vu cela auparavant. J'entends souvent le son des oiseaux, mais je n'avais pas pris la peine de les connaître. Maintenant, je peux les reconnaître. Je me suis rendue compte que lorsque je recueille des données, je peux constater la destruction que causent les rats à nos noix de coco et nos cultures de jardin.

Dans le cadre de ce projet, de nombreuses veuves et familles défavorisées ont également participé au travail de surveillance. Grâce aux indemnités versées pour ce travail, elles sont en mesure de subvenir à leurs besoins de première nécessité. C'est la première fois que nous nous engageons dans des activités de conservation et que nous sommes payées. Notre club d'épargne de femmes fonctionne très bien parce que les femmes épargnent davantage et sont motivées pour travailler et gagner de l'argent. J'ai beaucoup appris de ce projet et j'ai hâte de participer à d'autres activités de ce type à l'avenir. » – Yvonne Tauika



Les femmes de Rennell Est participent également à la surveillance de la lutte contre les rongeurs sur le site de Renell Est

Presley Noatangu © Initiative Kiwa - 2024

Encadré 4. Joy Teahē collecte et compile des données sur les espèces envahissantes

« Après avoir obtenu mon diplôme universitaire, j'ai eu du mal à trouver un emploi en ville, alors je suis rentrée chez moi. L'école secondaire de notre communauté m'a demandé de faire un peu de travail pour eux à quelques occasions, comme de taper des copies d'examen et d'autres tâches administratives. Puis, lorsque ce projet a commencé, j'ai soumis ma lettre de motivation à l'association du site du patrimoine mondial du lac Tegano pour travailler sur le programme de lutte contre les rongeurs. J'ai été heureuse qu'ils l'acceptent.

Mon travail consiste essentiellement à collecter les données de surveillance auprès des gardes forestiers, à les compiler et à les saisir dans Excel. Il m'arrive de me disputer avec les gardes forestiers lorsqu'ils n'écrivent pas les données correctement, ce qui me complique la tâche. Mais nous nous entraînons toujours, et une fois que je suis satisfaite de leurs rapports, je les transmets également au coordinateur local du projet qui vérifie leurs feuilles de temps.

Lorsque j'ai commencé mon travail de saisie des données, j'avais l'habitude de remplir les données sur des feuilles de papier, ce qui était très fatigant. Je suis très reconnaissante au coordinateur de me permettre d'utiliser l'ordinateur portable du projet. Par conséquent, j'ai vraiment amélioré mes compétences dans l'utilisation d'un ordinateur portable et je sais comment enregistrer correctement les données. Je comprends les différentes fonctions d'Excel et d'autres programmes. De plus, j'ai beaucoup appris sur les oiseaux endémiques et sur l'importance de protéger notre environnement contre les prédateurs nuisibles.

La seule difficulté que je vois est d'amener plus de femmes à faire partie du comité de l'association du site du patrimoine mondial du lac Tegano. Sinon, ce projet nous permet d'acquérir davantage de connaissances en matière de surveillance et de collecte de données. Si ce projet est prolongé, ou s'il y a d'autres projets de ce type, j'encouragerai et recommanderai à d'autres femmes de s'impliquer. » - Joy Teahē

Grâce à la formation dispensée par BirdLife International, les gardes forestiers ont acquis des compétences et des connaissances qui ont ensuite été transmises aux membres de la communauté. Le programme de suivi mobilise au minimum 70 membres des communautés autochtones, dont 30 % sont des femmes originaires des quatre communautés. On note une augmentation sensible du nombre de

femmes impliquées. Les femmes ont la possibilité de s'impliquer, car le projet reste attentif aux normes en matière d'égalité entre les genres au sein des communautés en fonction des spécificités culturelles, et veille à ce que les femmes aient le soutien de leur communauté. BirdLife International a confié à une femme le soin de co-diriger le projet. La présence d'une femme dans le personnel a permis aux femmes



Le coordinateur local du projet LTWHSa et Presley, garde forestier de Hutuna, lors d'une séance de surveillance

Encadré 5. Presley Noatangu est un garde forestier à plein temps dans ce projet

« Travailler sur ce projet n'était pas quelque chose que j'avais prévu au départ. Au cours du premier mois du projet, j'ai été engagé en tant que participant occasionnel avec de nombreux autres, et j'ai trouvé très fascinant de collecter des données de surveillance dans les parcelles de traitement des rongeurs. J'étais timide au début, mais j'ai été très heureux d'être recruté comme garde forestier local. J'aime ce projet parce qu'il me permet d'approfondir mes connaissances sur les oiseaux. J'aide également l'association du site du patrimoine mondial du lac Tegano en mettant les données des parcelles traitées et non traitées de notre village dans Excel et je peux produire des graphiques pour voir les zones les plus touchées par les rongeurs. J'adore ce travail !

Le salaire que j'ai gagné grâce à ce projet m'aide à subvenir à mes besoins de base et à nourrir ma mère et mes grands-parents. J'ai beaucoup appris grâce à ce projet, notamment en quoi les rongeurs constituent la principale menace pour nos oiseaux endémiques. J'ai également vu comment ils s'attaquent aux nids des oiseaux. J'ai aussi appris à collecter des données sur la biodiversité et les cultures à l'aide de formulaires de suivi. Et pour la première fois, j'ai manipulé un GPS et une boussole. Grâce à notre travail en tant que gardes forestiers, j'ai appris à utiliser ces instruments, et je sais que cela me sera utile pour participer à d'autres projets à l'avenir. » - Presley Noatangu

du village de pouvoir s'adresser à une femme en qui elles ont confiance pour parler du projet et poser toutes les questions qu'elles souhaitent.

Outre la prise en compte de l'égalité de genre, le projet est également engagé en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap. Début 2023,

l'association LTWHSa a recruté Presley Noatangu, un jeune de 26 ans originaire du village de Hutuna, qui souffre d'un trouble du langage et a des difficultés à communiquer et à participer aux activités du village (voir l'encadré 5). Presley a un talent exceptionnel en informatique ; il a pris en charge la création des cartes de quadrillage des appâts pour les parcelles de surveillance, destinées aux gardes forestiers.

Il maîtrise aussi l'identification des oiseaux de l'île Rennell et participe activement au programme de surveillance des oiseaux. Presley est à la fois garde forestier du village de Hutuna, et responsable du secrétariat de l'église et de l'épicerie du village. Grâce à sa contribution au projet, il a pu faire

connaître ses compétences qui, sinon, n'auraient pas été réellement reconnues. L'Association LTWWSA encourage activement la contribution des personnes marginalisées et défavorisées au sein de leurs communautés.

Enseignements tirés

1

Les rôles respectifs des femmes et des hommes au sein de leur communauté influencent fortement leurs activités dans le projet, ainsi que leur disponibilité. Dès lors, il était important que l'équipe de gestion du projet chez BirdLife International soit à l'écoute, comprenne ces rôles et attache de la valeur à la façon dont les communautés s'organisent. Dans le cas du projet ERWWS, les femmes ont pu évoluer en toute sécurité au sein des dynamiques de genre de leur communauté et être soutenues dans leur participation au projet. Le projet a été conçu de manière à ce que la charge de travail ne soit pas disproportionnée pour un groupe ou un autre, et en particulier pour les femmes.

2

L'intégration d'une personne en situation de handicap dans le programme de suivi des gardes forestiers a souligné le rôle important qu'elle est en mesure de jouer au sein d'un projet, tout comme ce qu'elle peut apporter de précieux à sa communauté. Ce projet participe en outre à la levée des freins et à la lutte contre la stigmatisation autour du handicap dans les communautés rurales.

3

Le projet doit viser à l'inclusion, mais en tenant compte des spécificités culturelles. Loin d'avoir éludé cette réalité, le projet a favorisé l'engagement de l'ensemble des membres de la communauté, au point que les hommes ont proposé de donner aux femmes la possibilité de prendre part au projet.



Taveuni Island, Fidji

Étude de cas : Soutien au leadership des femmes et des jeunes dans la reforestation de la mangrove sur l'île de Taveuni (Fidji)

- **Nom du projet :** Projet Kiwa - Adaptation au changement climatique fondée sur les écosystèmes dans les îles du Pacifique (*Pacific Ecosystem-based Adaptation to Climate Change, PEBACC+*)
- **Organisations :** Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
- **Site du projet :** Navakacoa, village de Qeleni, île de Taveuni, Fidji

Contexte

Les approches d'adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE) se multiplient dans la région Pacifique, et visent à renforcer la résilience des communautés locales face au changement climatique en protégeant ou en restaurant les écosystèmes. Pour être efficace, une réponse nationale cohérente

face au changement climatique est nécessaire, englobant des approches sociales, économiques et écologiques appliquées à tous les secteurs et à tous les niveaux de la société. Il est également nécessaire de cartographier les services fournis par les écosystèmes et d'évaluer la manière dont ils peuvent renforcer la capacité d'adaptation et contribuer à la résilience, tant à l'échelle des communautés locales que nationale. Le projet Adaptation au changement climatique fondée sur les écosystèmes dans les îles du Pacifique (PEBACC+) vise à réduire la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes côtiers face au changement climatique au travers d'approches d'AfE. De 2015 à 2020, le projet a testé une approche systématique pour identifier et hiérarchiser des options d'AfE sur la base de facteurs sociaux et écologiques dans le contexte de menaces climatiques et non climatiques aux Fidji, îles Salomon et au Vanuatu. L'approche implique de mener une analyse et une cartographie de la résilience des écosystèmes et socio-économique et d'évaluer des options d'AfE.



Le club des jeunes de Navakaoa et le groupe des femmes de Navakaoa ont planté 300 plantes côtières lors de la Journée mondiale de l'environnement, en remplacement des plantes récemment coupées pour étendre les lignes électriques d'Energy Fiji Limited (EFL). Un nettoyage de la plage et une plantation de plus de 4 000 palétuviers ont suivi pour restaurer et réhabiliter les mangroves.



Membres du club des jeunes de Navakaoa et du groupe des femmes de Navakaoa pendant l'initiative de replantation de 300 plantes côtières à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement

Ces données ont ensuite été utilisées pour collaborer avec les communautés locales dans le développement de schémas d'intervention pour les options d'AfE sélectionnées, lesquels ont ensuite été mis en oeuvre dans le cadre de projets de démonstration.

Le projet PEBACC+ s'appuie sur les résultats de ces efforts initiaux, et a pour objectifs : (1) de développer, soutenir et institutionnaliser une approche écosystémique de l'adaptation au changement climatique à Fidji, au Vanuatu, aux Îles Salomon, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna ; (2) de consolider l'expérience AfE sur les sites de démonstration historiques et de l'étendre à de nouveaux sites, dans le but de diversifier les options d'adaptation, en couvrant la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna. Ces activités contribueront à l'institutionnalisation de l'approche AfE aux niveaux national et local et garantiront sa durabilité ; et (3) de renforcer la coopération régionale entre les pays et territoires des îles du Pacifique en échangeant sur les expériences et les enseignements tirés, de promouvoir et reproduire le concept du projet afin de renforcer

la résilience des communautés du Pacifique face au changement climatique.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Cette étude de cas se concentre sur les principes GEDSI dans les efforts de restauration de mangrove, et plus particulièrement sur l'inclusion des groupes marginalisés ou sous-représentés. Le projet PEBACC+ est mené avec des femmes et des jeunes de la communauté de Nakavacoa, à Taveuni (Fidji), leur permettant de participer à la planification du projet, aux prises de décisions et à la concrétisation des efforts de restauration de la mangrove dans leur village et dans l'ensemble de leur district. En encourageant l'émancipation des femmes et en impliquant les jeunes, les communautés peuvent faire face efficacement aux défis environnementaux tout en faisant avancer l'égalité et les droits intergénérationnels à un environnement propre et sain.

La restauration de la mangrove à Nakavacoa est réalisée par un groupe de femmes autochtones, ce qui illustre leur leadership et leur influence. Ces femmes participent activement à la planification, à la mise en œuvre et au suivi du projet, en s'assurant que leurs besoins, leurs expériences et leurs priorités soient pris en compte. Elles investissent dans la restauration de la mangrove pour faire face aux conséquences des inondations côtières qui frappent leur village, et pour développer et préserver leur pêche, qui constitue leur moyen de subsistance. Cette approche repose sur leur compréhension de l'importance des mangroves pour la santé, le bien-être et les moyens de subsistance des communautés de l'île. D'après les femmes de Nakavacoa, la régénération des mangroves qui ont été défrichées devrait contribuer à améliorer la résilience côtière, la biodiversité, les retombées économiques et la cohésion de la communauté.

Parmi les approches du projet PEBACC+ pour mobiliser les femmes et travailler avec elles, figure la création d'espaces inclusifs permettant aux femmes et aux jeunes filles de participer (par exemple en organisant des réunions à des heures compatibles avec les tâches ménagères et les soins). Le projet aide également les femmes à assumer un rôle de leader et de modèle auprès des jeunes femmes. Par exemple, elles ont invité leurs familles à assister aux séances de plantation d'arbres et ont encouragé les enfants à y prendre part. La sélection des sites de restauration de la mangrove est faite en consultation avec les femmes et les hommes, afin de garantir leur accessibilité



Setata Tavanabola, SPREP © Initiative Kiwa - 2024

Groupe de jeunes et de femmes de Navakaoa replantant des mangroves à la Pointe Naisogo, Taveuni aux Fidji, dans le cadre du projet PEBACC+ (*Pacific Ecosystem-based Adaptation to Climate Change Plus*) financé par l'Initiative Kiwa et le Fonds français pour l'environnement mondial

Encadré 6. Le point de vue des femmes sur les habitats de la mangrove

« Le village a pris la mesure de l'importance de la mangrove. Au fil des ans et de la disparition des mangroves, de nombreux changements ont été observés. Le premier concerne la hauteur à laquelle les vagues atteignent nos côtes, se déplacent vers l'intérieur des terres et érodent notre littoral. Cela est dû au fait que la mangrove n'est plus là comme avant pour faire barrage aux vagues. » - Ana Tumaivei, représentante d'un groupe de femmes

« Je suis une femme pêcheur et lorsque je vais en mer pour pêcher, je ne pense pas beaucoup à l'importance des mangroves qui bordent notre littoral ; même quand je pêche près des mangroves, j'en arrache ou en coupe une pour faire un endroit où me reposer. Mais après avoir découvert l'importance de la mangrove, surtout comme habitat pour les poissons, j'ai modifié ma façon de traiter ces plantes côtières. Il y a trois ou quatre ans, j'ai participé à une formation où j'ai appris les fonctions de la mangrove et leur importance. On nous a également appris à planter et à replanter de la mangrove, et cette année-là nous l'avons fait : environ 3 000 pieds de mangrove ont été plantés. » - Elenoa Sisilia, représentante d'un groupe de femmes



Mikaele Tawake (à droite en t-shirt blanc) avec le Club des jeunes de Navakaoa à la Pointe Naisogo, effectuant la plantation d'extension de plus de 4 000 arbres de mangrove pour restaurer et réhabiliter les mangroves

Encadré 7. Le point de vue des jeunes sur la restauration de la mangrove

« Je pratique souvent la plongée et je constate des changements dans notre environnement marin. Normalement, les poissons sont nombreux et de grande taille à proximité, mais maintenant il faut aller plus loin pour trouver de gros poissons. Nos ancêtres avaient l'habitude de trouver de gros poissons tout près du rivage, mais à présent, nous devons aller plus loin à cause du changement climatique. Nous espérons que ce type d'initiatives, notamment la replantation de mangrove, nous permettra de retrouver ce que nos ancêtres ont connu. »
 - Pelasio Raibia, Président du groupe de jeunes

« La replantation de mangrove est une initiative très importante, surtout au vu du changement climatique que nous connaissons. Ces initiatives seront non seulement utiles pour nous, mais aussi pour les générations futures. Nous espérons que grâce à cette initiative, nous pourrions faire revenir les espèces marines qui ont disparu de nos récifs, comme les poissons. » - Kelevi Naulu, membre du groupe de jeunes

pour toutes et tous. Prioriser une participation du plus de membres du village possible favorise une appropriation et un engagement plus large de la communauté en faveur de la préservation de leur mangrove. Cela contribue également à la pérennité de ces actions.

Mikaele Tawake, avocat, a joué un rôle crucial dans la lutte contre les stéréotypes de genre en plaidant en faveur du leadership des femmes dans la culture de la mangrove, à l'échelle du village et de l'ensemble du district (9 villages et 2 zones d'habitation). Il a déployé beaucoup d'efforts pour encourager et inviter les jeunes hommes et les jeunes femmes à participer activement au projet. Au tout début du projet, Mika a pris contact avec le groupe de femmes et le club de jeunes de Navakaoa, et leur a fait part des retours d'expérience des initiatives antérieures sur l'île en matière de culture de mangroves, en précisant ce qui avait fonctionné et ce qui n'avait pas fonctionné, le but étant d'informer les femmes et les jeunes du potentiel que représente le reboisement de la mangrove dans leur communauté. Les efforts de restauration de la mangrove de Navakaoa étant de plus en plus connus des villages environnants, les chefs traditionnels du conseil provincial, dominé par les hommes, sont en train de prendre conscience du rôle du groupe des femmes pour la préservation de la mangrove.

Les jeunes de Nakavacoa ont également pris une part active au projet, en y apportant leur énergie, leur créativité et leurs connaissances locales. Les jeunes pêcheurs du village ont indiqué à l'équipe du projet avoir remarqué une diminution du nombre de poissons dans leurs zones de pêche et être obligés d'aller plus loin pour pouvoir pêcher dans de bonnes conditions. Ils ont confié leur crainte que les ressources côtières ne soient plus disponibles lorsqu'ils seront plus âgés. Mika a contribué à améliorer les compétences et les connaissances des jeunes femmes et jeunes hommes du village sur les bénéfices des mangroves, sur le savoir-faire technique de la restauration (notamment en termes de santé et de variétés de semis) et sur la préservation de l'environnement. En adoptant l'approche GEDSI, le projet PEBACC+ stimule la collaboration intergénérationnelle, permettant aux membres plus âgés et aux plus jeunes du village (les femmes comme les hommes) de partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de pêche de subsistance et de semi-subsistance au sein de leur communauté, et de contrôler ensemble l'efficacité de leurs efforts de reboisement de la mangrove, de manière à pouvoir adapter leur action.

À Nakavacoa, les efforts de restauration de la mangrove constituent une étude de cas précieuse qui démontre en quoi les principes GEDSI peuvent améliorer l'efficacité des approches AfE pour faire face aux défis du changement climatique. En capitalisant sur les connaissances et l'expérience

acquises par les sites de démonstration antérieurs, des mesures ont été prises pour diversifier les options d'adaptation et sensibiliser un plus grand nombre de communautés vulnérables, de manière à garantir la viabilité et l'intégration de ces mesures aux plans de développement à long terme.

Enseignements tirés

1

L'inclusion des femmes et des jeunes a donné la possibilité à une plus large diversité de membres de la communauté de prendre part au projet. Les initiatives conduites par les communautés peuvent renforcer l'autonomie des populations locales, en particulier des femmes et des jeunes, en leur offrant des perspectives de leadership et de développement économique. La capacité d'apprendre de ses erreurs et d'adapter ses stratégies (y compris les principes GEDSI) est essentielle à la réussite des efforts de conservation. Le projet a tiré parti des enseignements des tentatives précédentes, par exemple de la création d'une pépinière de mangroves.

2

L'importance du partage des connaissances traditionnelles et des systèmes culturels a souvent une forte composante de renforcement du lien social, ce qui peut favoriser l'engagement et le soutien de la communauté, et renforcer la durabilité et l'équilibre écologique à long terme. La participation de groupes de femmes et de jeunes en tant que leaders et la valorisation de leurs efforts permettent de faire évoluer les stéréotypes liés au genre et à la jeunesse vers une reconnaissance de la contribution des femmes et des jeunes à la création d'un environnement sain.

3

Le rôle des hommes dans le dépassement des barrières de genre et la promotion du leadership des femmes est également souligné. En soutenant les femmes et les jeunes et en encourageant leur participation aux efforts de conservation, un environnement plus inclusif et plus équitable a pu être créé ; et les normes traditionnelles concernant le rôle des femmes et des jeunes dans la préservation de l'environnement ont pu être remises en question.

A propos de PEBACC+

Le projet PEBACC+ est mis en œuvre par le PROE, avec le financement de l'Initiative Kiwa et du Fonds français pour l'environnement mondial. Ce projet d'une durée de quatre ans, qui a débuté en 2022, est actuellement en cours de mise en œuvre aux Fidji, en Nouvelle-Calédonie, aux Îles Salomon, à Vanuatu et à Wallis-et-Futuna. Ce projet s'inscrit dans la continuité de la première phase du projet PEBACC, financé par l'Initiative internationale pour le climat et déployé de 2015 à 2020 par le PROE aux Fidji, au Vanuatu et aux Îles Salomon.

Références

SPREP (2018) Planning for ecosystem-based adaptation in Taveuni, Fiji. A synthesis report by the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, Apia, Samoa

SPREP (2020) Pacific ecosystem-based adaptation to climate change: strengthening and protecting natural ecosystem services to enhance resilience to climate change. Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, Apia, Samoa



Consultation auprès de femmes sur l'île de Gau

Principe 3. Réalisation d'une analyse GEDSI pour guider l'élaboration et la mise en œuvre des projets

Étude de cas : Réalisation d'une analyse de genre pour guider l'élaboration et la mise en œuvre de projets sur l'île de Gau (Fidji) et sur l'île de Fatu Hiva (Polynésie française)

Nom du projet : Gestion des espèces envahissantes pour des écosystèmes résilients (projet Kiwa INSPIRE)

Organisations : BirdLife International collabore avec NatureFiji-MareqetiViti (Fidji), la Société d'Ornithologie de Polynésie (Polynésie française)

Sites du projet : Île de Gau (Fidji), Île de Fatu Hiva (Polynésie française)

Contexte

Les systèmes insulaires ont subi de manière disproportionnée les effets des espèces envahissantes, qui sont responsables de la moitié voire des deux tiers de l'ensemble des extinctions d'espèces. Les espèces envahissantes représentent une menace majeure pour la biodiversité marine et terrestre et pour les moyens de subsistance des communautés des îles du Pacifique. À l'heure actuelle, plus de 1 500 espèces des îles du Pacifique, y compris des espèces endémiques, sont menacées par les espèces envahissantes. Par ailleurs,

les espèces du Pacifique sont directement affectées par l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale, la sylviculture et les infrastructures, sans parler de l'impact indirect sur les services et fonctions écosystémiques sous-jacents et sur les pratiques culturelles des communautés. Ces impacts vont continuer à s'aggraver du fait du changement climatique, affectant la résilience des écosystèmes, de la biodiversité et des communautés.

L'éradication, la suppression et la prévention des espèces envahissantes, en tant que solution fondée sur la nature, protège et régénère la biodiversité et rétablit les services écosystémiques, en améliorant les moyens de subsistance des communautés locales grâce à un meilleur accès à la nourriture et aux ressources naturelles, à l'amélioration de la santé et du bien-être, et à de meilleures possibilités de développement économique. L'objectif du projet INSPIRE consiste à améliorer et à intégrer la gestion des espèces envahissantes dans le cadre de l'adaptation au changement climatique sur les sites de biodiversité prioritaires du Pacifique, en particulier aux Fidji, en Polynésie française, aux Palaos et aux Samoa. Le projet se compose de trois composantes principales : (1) constituer des équipes de projet et engagement des parties prenantes locales dans la biosécurité et la gestion des espèces envahissantes sur les sites sélectionnés ; (2) mettre en place des réseaux nationaux et régionaux de formation par les pairs à la gestion des espèces envahissantes pour la résilience des écosystèmes insulaires ; et (3) influencer le développement de stratégies, politiques et nouvelles opportunités locales, nationales et régionales clés visant à intégrer la gestion des EEE dans les solutions fondées sur la nature. BirdLife International et ses partenaires se sont engagés à soutenir et à intégrer les principes GEDSI et plus largement des droits humains au projet INSPIRE.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Une analyse GEDSI fournit des informations qui peuvent être utilisées dans la conception d'interventions visant à garantir que les solutions fondées sur la nature offrent des bénéfices équitables à l'ensemble des membres de la communauté. Cette étude de cas se concentre sur l'approche du projet

INSPIRE en matière de collecte d'information et de données pour mieux comprendre la division genrée des tâches au sein des communautés des Fidji et de Polynésie française. Avoir une bonne compréhension de la répartition des tâches entre les femmes et les hommes lors de la conception et de la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature est essentielle, car elle influence directement la façon dont les différents groupes interagissent avec les ressources naturelles et les écosystèmes, ainsi que le temps disponibles que les différents groupes peuvent avoir à consacrer au projet INSPIRE.

Île de Gau, Fidji

Une étude a été menée en 2023 pour évaluer la faisabilité de la gestion des EEE sur l'île de Gau à Fidji et pour définir les activités réalisables permettant d'accroître la résilience des populations, des espèces et des écosystèmes face aux impacts du changement climatique d'origine humaine. Des enquêtes ont été menées auprès des ménages et des ateliers de consultation à l'échelle du village ont été organisés à Navukailagi, Vione et Qarani, dans le district de Navukailagi. Ces enquêtes auprès des ménages ont permis de recueillir des données sur le sexe, l'âge, les sources de revenus, les activités et les aspirations sociales, culturelles et économiques, ainsi que sur la perception des menaces qui pèsent sur l'écologie et la biodiversité, sur les espèces envahissantes et sur les activités visant à renforcer la résilience face au changement climatique. Des ateliers ont été organisés dans les salles communes des villages, afin de recueillir les points de vue et les perspectives des habitant-es (les participant-es étant réparti-es comme suit : hommes âgés, femmes âgées, femmes jeunes et hommes jeunes). Les groupes ont échangé et répondu à des questions sur les menaces liées aux espèces envahissantes et sur leur gestion, sur la préservation de la biodiversité, sur les services écosystémiques, sur les moyens de subsistance, sur l'utilisation des terres, sur l'adaptation au changement climatique, sur les questions de genre, sur les services sociaux et sur le développement économique. Les membres des différents groupes ont disposé d'un temps suffisant pour conclure leurs discussions, formuler leurs points de vue et les présenter aux trois autres groupes.

La collecte et l'analyse de données ventilées ont permis de mieux comprendre les différents rôles joués par les femmes et les hommes (jeunes et âgé-es) au sein de leurs communautés, rôles qui étaient fortement influencés par le genre. Par exemple, les femmes du village de Navukailagi se consacraient



Enquêtes dans le village d'Omoa en Polynésie française

au tissage de nattes, à la pêche dans les récifs et les estuaires, à la couture, à la cuisine et au travail collectif, tandis que les hommes se concentraient sur la chasse au cochon, à la pêche en mer et à la plongée, et exploitaient leurs plantations. En plus d'être responsables des tâches domestiques et du travail de soin, les femmes remplissaient également un certain nombre d'autres rôles pour leur communauté. Par exemple, les femmes du village de Qarani assumaient des rôles tels qu'infirmière de village, et participaient à des événements religieux et régionaux. Certains besoins recensés chez les différents groupes étaient aussi fortement genrés. Par exemple, les femmes de Vione ont exprimé leur volonté d'accéder aux services de santé, notamment aux soins de consultation prénatale et postnatale, au planning familial et aux soins médicaux généralistes, ainsi qu'aux ressources telles que le foncier, le crédit et la technologie, pour améliorer leurs perspectives économiques. De nombreuses femmes non scolarisées ont souligné leur besoin de programmes éducatifs et de formation leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances. Ce point est particulièrement important pour les femmes qui

travaillent dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et d'autres activités traditionnelles, car elles n'ont pas forcément bénéficié d'une formation ou d'un enseignement formel. En ce qui concerne les hommes du village de Navukaiagi, ils ont demandé une formation en leadership pour pouvoir mieux appliquer les décisions prises par le chef du village et d'autres leaders, et pour pouvoir travailler avec des personnes influentes dans les communautés.

Île de Fatu Hiva, Polynésie française

La Société d'Ornithologie de Polynésie travaille depuis 15 ans dans le bassin versant d'Omoa, sur l'île de Fatu Hiva en Polynésie française, pour protéger le Monarque de Fatu Hiva. Une enquête socio-économique (à savoir des entretiens avec des informateurs clés) a été menée dans le village pour comprendre le point de vue des femmes et des hommes sur le projet INSPIRE, afin de mieux appréhender l'impact des EEE sur les populations et pour collecter des données sur leurs moyens de subsistance actuels. Ces informations sont précieuses pour établir des partenariats avec le village et dans la conception du projet de solution fondée sur la nature.

La population du village d'Omoa est fortement déséquilibrée, avec peu d'emplois, peu de jeunes (15-35 ans) et une grande partie de la population âgée de plus de 50 ans. L'étude a révélé que les niveaux d'emploi et de chômage ne variaient pas de manière significative entre les femmes et les hommes, les deux groupes s'engageant parallèlement dans l'économie informelle. Il est intéressant de noter que le salaire moyen des femmes et des hommes ne présente pas d'écart significatif. Toutefois, il existe une répartition très nettement genrée des tâches au sein des foyers, où les femmes sont chargées des tâches domestiques et de soin. Bien que la charge de travail des femmes soit plus élevée, elles ont montré un grand intérêt à participer au projet INSPIRE (plus de 90 % d'entre elles ont répondu favorablement). L'étude a révélé qu'en raison de leurs obligations ménagères et de soins, les femmes ne disposaient que de moments très précis dans la journée pour participer au projet INSPIRE, y compris pour prendre en charge de nouveaux moyens de subsistance. Les femmes et les hommes, en particulier les personnes qui sont au chômage ou dont les revenus sont faibles, ont

des idées et des intérêts similaires en termes de moyens de subsistance (par exemple, une pépinière pour la régénération des noix de coco et des arbres utilisés pour l'artisanat, l'écotourisme, les fruits secs, le miel). Cela peut se traduire comme une opportunité pour le projet de se concentrer sur la création de moyens de subsistance familiaux, où les femmes et les hommes travaillent ensemble.

L'étude a également fait ressortir les aspects genrés des activités liées aux EEE. Les rats par exemples sont des espèces envahissantes qui affectent différemment les femmes et les hommes. Pour les hommes, les rats ont un impact considérable sur leurs moyens de subsistance, et plus particulièrement sur ceux liés au coprah et sur les efforts de régénération des noix de coco. Les femmes ont beaucoup parlé de l'impact des rats sur leur maison et des maladies qu'ils provoquent. Ces réponses illustrent l'importance de comprendre le point de vue des femmes et des hommes sur les EEE et de ne pas présumer qu'ils et elles sont impacté.es de la même manière.

Enseignements tirés

1

Lorsque l'on recherche à obtenir des informations sur les principes GEDSI au moyen d'une enquête préalable, il est important de garder à l'esprit que la façon dont l'enquête est conçue déterminera la qualité des données collectées, ce qui, *in fine*, aura des implications sur l'analyse de ces données. Des efforts doivent être faits pour concevoir un projet garantissant que les connaissances, les attitudes et les pratiques des différents groupes d'une communauté soient identifiées et comprises. Ainsi, les solutions fondées sur la nature pourront refléter l'analyse et les principes GEDSI sur les sites de projets.

2

Malgré les efforts considérables déployés pour collecter des données ventilées par sexe et par âge (dans le cas des Fidji), l'analyse et la transmission de données ventilées par sexe constituent toujours un défi pour les équipes de recherche ou de terrain, qui manquent souvent d'expérience en matière d'analyse GEDSI. Des analyses plus poussées des données (avec le soutien éventuel un.e expert.e GEDSI) permettraient de mieux comprendre les dimensions liées au genre dans les deux études. Enfin, les recommandations issues des analyses GEDSI ou d'enquêtes socio-économiques plus larges doivent prendre en compte la dynamique et les relations de genre au sein des communautés, ainsi que les besoins GEDSI spécifiques des personnes et des différents groupes en matière de GEDSI.

Références

PROE (2024) Égalité des genres, handicap et inclusion sociale pour les Solutions fondées sur la Nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement : Apia, Samoa.



Femmes de Lian-Lidu, Timor oriental, sortant en mer pour contrôler le site de leur aire marine gérée localement

Principe 3. Réalisation d'une analyse GEDSI pour guider l'élaboration et la mise en œuvre des projets

Étude de cas : La collecte et l'analyse de données ventilées contribuent à la conception et à la mise en œuvre de projets au Timor-Oriental, aux Salomon et aux Fidji

Nom du projet : Initiative Kiwa, Composante projets locaux

Organisations : Community-Centred Conservation (C3), BirdLife International, Blue Ventures

Sites du projet : Hera, Behau (Ilimano), villages de Lian-Lidu et Marmar (Timor Oriental), Raviravi, île de Rennell Est (Îles Salomon), villages de Navidamu et Qaranivai (Fidji)

Contexte

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) collabore avec l'Initiative Kiwa pour renforcer la résilience au changement climatique dans les pays et territoires insulaires du Pacifique, par le financement de solutions fondées sur la nature englobant protection, gestion durable et restauration de la biodiversité. L'UICN gère le portefeuille de très petites, petites et moyennes subventions (de 25 000 € à 400 000 €) destinées à des organisations de la société civile du Pacifique insulaire. L'objectif de ce financement est d'améliorer l'accès aux financements

destinés aux solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique dans la région du Pacifique, tout en intégrant l'égalité des genres ainsi qu'une approche respectueuse des droits humains. Cette composante « projets locaux » de l'initiative Kiwa compte 18 pays éligibles ; des subventions ont été accordées dans 11 pays et territoire, avec un total de 17 bénéficiaires de subventions dans le cadre du premier appel à projets. Ces projets, d'une durée de 12 à 24 mois, portent sur la restauration des écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins, sur l'agroforesterie, sur les aires protégées et préservées, sur l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles, sur la gestion par les communautés et sur la gestion des espèces exotiques envahissantes.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Cette étude de cas analyse la façon dont les bénéficiaires de subventions de taille moyenne utilisent les résultats de l'analyse GEDSI pour élaborer et mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature. La réalisation d'une analyse GEDSI peut faciliter la compréhension de la manière dont les rôles, les normes et les relations de pouvoir affectent la vie des femmes et des hommes, dans toute leur diversité. Il s'agit d'un processus systématique qui permet d'identifier l'impact des différences et des inégalités sur les personnes et sur les communautés. Les données ventilées constituent un élément clé de l'analyse GEDSI permettant de favoriser la réussite des projets de solutions fondées sur la nature. En ventilant les données en fonction de facteurs sociaux ou de caractéristiques telles que le sexe, le genre, l'âge, le handicap, l'appartenance ethnique, etc., les équipes de projet peuvent commencer à identifier les disparités, les vulnérabilités et les opportunités. Les informations issues de l'analyse GEDSI sont indispensables pour adapter les solutions fondées sur la nature aux besoins spécifiques des différents groupes de la communauté concernée par le projet, pour garantir une répartition équitable des bénéfices et pour maximiser l'impact global du projet. De plus, les données ventilées permettent de suivre les progrès, de mesurer les résultats et de repérer les aspects à améliorer, contribuant ainsi à des solutions fondées sur la nature plus efficaces et plus durables.

Cette étude de cas porte sur trois exemples de projets réalisés au Timor oriental, aux Îles Salomon et aux Fidji,



Île de Rennell Est, Lac de Tegano, M. Presley Noatangu, garde forestier du village de Hutuna, développant une carte des grilles d'appâts pour le jardin de Hutuna

qui ont mené une analyse GEDSI et utilisé des données ventilées pour mieux concevoir et mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature. Cette approche a permis de déterminer les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes, les personnes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés au sein de leurs projets. Adapter les solutions fondées sur la nature aux besoins spécifiques des différents groupes permet d'assurer une répartition plus équitable des bénéfices d'un projet, renforçant ainsi son impact. L'UICN accompagne ses bénéficiaires tout au long du projet dans le renforcement de leurs capacités, notamment pour le suivi de leurs systèmes de gestion des risques environnementaux et sociaux, qui incluent des données GEDSI ou des informations liées.

Au Timor oriental, Blue Ventures a utilisé des outils tels que « l'enquête emploi du temps » et « l'analyse de l'arbre à problèmes » dans le cadre de son analyse GEDSI. L'enquête emploi du temps permet à une personne de décrire ses principales tâches et responsabilités au cours d'une période type de 24 heures. Ces informations permettent de visualiser la manière dont les femmes et les hommes répartissent leur temps entre différentes activités, ce qui donne un aperçu de leur vie quotidienne. Les données ont



Les membres du Club des femmes de Navatudua ont consacré trois jours à la mise en pot et à la plantation de mangroves au sein de leurs communautés

montré que les femmes passaient plus de temps à se déplacer hors de leur communauté pour se procurer de la nourriture et pêcher afin de subvenir à leurs besoins, ce qui a soulevé des inquiétudes quant à leur sécurité personnelle et aux potentielles répercussions sur leurs autres obligations (par exemple, les soins aux enfants et aux membres âgés de la famille). Ces conclusions ont permis de sensibiliser les autres membres de la communauté à la lourde charge de travail des femmes et de réfléchir à un meilleur partage des tâches et des responsabilités au sein des foyers, pour que les femmes aient le temps de participer à des solutions fondées sur la nature, telles que la restauration et la surveillance de la mangrove. Ces informations ont conduit à l'élaboration d'actions ciblées, telles que des projets de restauration de la mangrove menés par des femmes, qui ont non seulement contribué à la gestion de l'érosion côtière dans leurs communautés, mais ont également apporté aux femmes d'autres sources de revenus. L'outil d'analyse de l'arbre à problèmes a été utilisé pour cartographier les causes et les effets d'un problème spécifique ; dans ce cas, il s'agissait de l'érosion côtière et de l'état de détérioration des sites de mangrove. L'arbre à problèmes a permis à différents membres de la communauté de cartographier les causes et les effets, pour mieux comprendre l'enchaînement de circonstances ayant conduit à la situation actuelle. En utilisant l'arbre comme métaphore, ils peuvent scinder les causes (racines) et les effets (branches) concernant une question centrale (tronc). À l'aide de

cet outil, les participant-es ont décortiqué et analysé leurs problèmes ou difficultés environnementaux, débattu de leur impact sur les différents groupes composant les communautés et identifié des stratégies permettant d'y remédier. Les données recueillies dans les villages ont été ventilées par sexe, âge, foyers monoparentaux, et des informations ont été collectées sur les espèces de mangroves plantées, la distance par rapport à l'école la plus proche, au centre de santé, les types de transport disponibles et les principales sources de revenus.

Sur l'île de Rennell est, une évaluation de la vulnérabilité menée par BirdLife International a mis en évidence l'exclusion des personnes en situation de handicap des processus traditionnels de prises de décisions au niveau communautaire. Cela a incité à mettre en place des mécanismes de consultation inclusifs, garantissant que les voix de l'ensemble des membres de la communauté soient entendues et que les actions des solutions fondées sur la nature soient accessibles à toutes et tous. Actuellement, le projet emploie un jeune en situation de handicap pour la gestion de la base de données de la communauté sur les oiseaux. Cette décision a également contribué à l'intégration des aspects liés au handicap dans la mise en œuvre et la planification du projet (voir l'étude de cas n° 2).

Les villages de Raviravi, Navidamu et Qaranivai ont chacun déclaré une aire marine gérée localement, englobant au moins 10 hectares composés d'habitat de mangrove. C3 a utilisé l'enquête sur l'emploi

du temps et l'analyse de l'arbre à problèmes pour mieux comprendre les vulnérabilités et les causes profondes de la déforestation de la mangrove, et pour trouver des moyens de subsistance alternatifs. Les communautés ont mis en avant le manque de moyens de subsistance ; par conséquent, pour que les efforts de conservation soient efficaces, il faut qu'il y ait des moyens de subsistance alternatifs pour les familles : en effet, les communautés dépendent de la mangrove comme source de bois de chauffage pour la cuisine, et utilisent la récolte des produits marins des forêts de mangrove pour se nourrir. Cela a permis à la communauté et à C3 de se réunir et d'élaborer un plan de gestion pour l'aire marine gérée à l'échelle locale. Le plan de gestion comprenait un moyen de subsistance, en l'occurrence l'utilisation du biogaz comme source de carburant de substitution et de ses sous-produits comme source de revenus pour les familles (dont des engrais organiques liquides pour les jardins familiaux). La collecte de données désagrégées a permis d'examiner les différents effets

du plan de gestion et d'activités spécifiques sur les différents membres de la communauté. La principale source de combustible utilisée pour la cuisine (bois de chauffage, réchaud à gaz, réchaud à kérosène), ainsi que le principal moyen de subsistance, ont été examinés à l'aide de données ventilées par sexe et par (in)capacité (essentiellement physique). Ces données ont établi que ce sont principalement les femmes qui ramassent le bois de chauffage et qui sont chargées de préparer les repas. Les personnes en situation de handicap de la communauté, à la mobilité parfois réduite, rencontrent des difficultés supplémentaires pour avoir accès au bois de chauffage pour la cuisine ou pour leurs moyens de subsistance. Le biogaz, utilisé comme combustible de substitution, a donc permis de réduire la dépendance des familles à l'égard du bois de chauffage (et de la déforestation de la mangrove), entraînant ainsi une amélioration des conditions de vie des femmes et des personnes en situation de handicap.

Enseignements tirés

1

La collecte et l'analyse de données ventilées permettent, dans le cadre des projets, de définir les besoins spécifiques des communautés et d'y répondre. Les projets conçus pour cibler des vulnérabilités spécifiques offrent une meilleure inclusion, correspondent bien aux besoins de la communauté et produisent des résultats plus équitables. Les données ventilées ne sont pas seulement utiles aux premières étapes de la conception d'un projet, mais jouent aussi un rôle essentiel dans le suivi des avancées et permettent de faire les ajustements nécessaires, données à l'appui. Grâce à une analyse continue des facteurs GEDSI, les projets peuvent continuer à s'adapter à l'évolution des besoins des communautés.

2

L'utilisation d'outils et d'exemples pratiques pour populariser le concept GEDSI est efficace, surtout dans les communautés qui pourraient émettre des réserves quant à l'utilisation de termes conventionnels liés à l'égalité des genres et aux droits humains. Par conséquent, il est préférable de traduire les termes dans leur langue et d'utiliser des exemples pratiques ou pertinents, pour faciliter le déroulement des sessions.

Références

Shirleen A (2019) Gender Equality and Social Inclusion Toolkit. Fiji Women's Fund, Suva

IUCN Kiwa LPC Grantee Progress Reports (2022-2023). Technical and Environment and Social Risk Management Matrix. Round 1.

Vunisea A, Leduc B, Bernard K, Duaibe K, Cleary L, Manley M, Leavai P (2015) The Pacific Gender & Climate Change Toolkit. Tools for Practitioners. <https://www.pacificclimatechange.net/document/pacific-gender-climate-change-toolkit-complete-toolkit>



Etudiants de l'école technique agricole de Navuso sur le site de la ferme biologique pédagogique

Principe 4. Investissement dans l'émancipation économique des femmes

Étude de cas : Investissement dans l'émancipation économique des agricultrices des îles Tongatapu et Vava'u, Tonga

- **Nom du projet** : Projet Kiwa de réseau Pacifique des fermes biologiques pédagogiques dans le Pacifique (*Pacific Organic Learning Farms Network, POLFN*)
- **Organisations** : Le projet POLFN est mis en oeuvre par la *Pacific Organic and Ethical Trade Community (POETCom)*, en collaboration avec la Division Ressources Terrestres de la Communauté du Pacifique (CPS). Aux Tonga, POLFN œuvre avec le Congrès national de la jeunesse des Tonga et avec le ministère de l'Agriculture, de la Nourriture et de la Foresterie des Tonga.
- **Sites du projet** : Fermes biologiques pédagogiques de Mahuleva (île de Tongatapu) et d'Ovava (île de Vava'u), Tonga

Contexte

Le recours généralisé aux herbicides chimiques dans les pratiques agricoles traditionnelles a provoqué une dégradation importante de l'environnement dont pâtissent les populations des îles du Pacifique. Ces produits chimiques contaminent les sources d'eau douce, endommagent les écosystèmes et accentuent les problèmes liés au changement climatique. Les méthodes agricoles traditionnelles appauvrissent également souvent la santé des sols et réduisent la biodiversité, ce qui se traduit par une baisse de la productivité agricole et par une vulnérabilité accrue face aux nuisibles et aux maladies. La transition vers des systèmes d'agriculture biologique permettra de résoudre ces difficultés. Grâce aux méthodes d'agriculture biologique, les agriculteurs et agricultrices sont en mesure d'améliorer la santé des sols par des

cultures intercalaires, par le compostage et par un travail minimal du sol, ce qui apporte des solutions naturelles telles que la stimulation de la fertilité des sols, ou encore la réduction du risque d'érosion. La qualité de l'eau peut également être améliorée en appliquant des méthodes telles que la gestion des bassins versants, la collecte des eaux de pluie, le labour suivant les courbes de niveau, la prévention de la pollution ou la préservation de la propreté des sources d'approvisionnement en eau. Par ailleurs, l'agriculture biologique préserve et améliore la biodiversité par la création et le maintien d'habitats pour les espèces sauvages, la promotion des pollinisateurs, la lutte naturelle contre les nuisibles et la diversification des cultures, qui permettent d'optimiser la fertilité des sols, la lutte contre les nuisibles et le cycle des nutriments. Elle contribue également à atténuer les effets du changement climatique en captant le carbone dans le sol et en augmentant la résilience des systèmes agricoles aux impacts du changement climatique.

Se tourner vers l'agriculture biologique renforce la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, et encourage la préservation de la biodiversité, contribuant ainsi à renforcer la résilience globale des systèmes agricoles. L'agriculture biologique peut également être un outil puissant d'émancipation économique des femmes dans la région Pacifique. L'émancipation économique des femmes implique de soutenir les femmes pour

qu'elles se sentent capables de participer activement à l'économie, de faire des choix financiers informés et de contribuer à la vie de leur communauté. En facilitant aux femmes qui pratiquent l'agriculture biologique un accès à la formation, aux ressources et aux marchés, l'agriculture biologique peut leur offrir de nouvelles opportunités économiques et améliorer leurs moyens de subsistance. Le projet Réseau Pacifique des fermes biologiques pédagogiques (Pacific Organic Learning Farms Network - POLFN) est une initiative destinée à développer des systèmes d'agriculture biologique dans un cadre agroécologique, à des fins de sécurité alimentaire, d'adaptation au changement climatique et de préservation de la biodiversité en collaboration avec les petites exploitations. Cela comprend d'impliquer et de soutenir activement les femmes dans tous les aspects du programme, afin de répondre aux problèmes spécifiques rencontrés par les agricultrices, améliorer leur accès aux ressources et aux opportunités, et améliorer la résilience globale des communautés agricoles dans la région Pacifique. Le réseau apporte son aide à des sites de démonstration répartis dans quatre pays des îles du Pacifique (Fidji, Nauru, Tonga et les Îles Salomon) afin de favoriser le partage des connaissances entre agriculteurs et agricultrices quant aux avantages de la biodiversité, de l'agroécologie, de l'agroforesterie et des méthodes et technologies de production biologique économiquement viables, pour une meilleure résilience face au changement climatique.



Visite de la ferme à l'occasion du lancement du centre de formation de la ferme biologique pédagogique de Mahuleva, Tonga

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

La prise en compte de la dimension de genre peut contribuer à réduire les inégalités sociales en relevant les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes dans la région Pacifique. En donnant aux femmes l'accès aux ressources, à la formation et aux aides, mais aussi en proposant aux jeunes femmes des opportunités de développement économique ciblées, le projet POLFN s'efforce de créer des règles du jeu plus équitables et d'aider les femmes à participer pleinement aux activités du secteur agricole, ce qui contribue également à leur plus grande capacité à participer aux décisions à la maison. Cette démarche peut produire des résultats plus pertinents et plus durables (élaboration d'incitations commerciales tenant compte de l'égalité entre les genres, par exemple), ce qui favorise la viabilité financière à long terme et la préservation de l'environnement.

La stratégie de genre et d'inclusion sociale du projet POLFN privilégie la mise en œuvre de pratiques liées au genre et à l'inclusion sociale dans toutes les activités du projet pour accroître sa portée et son impact, tout en réduisant les inégalités sociales. Les méthodes de formation, les supports et méthodologies pédagogiques sont adaptés pour répondre aux besoins et aux difficultés spécifiques des différents groupes sociaux. Elle adopte également une perspective plus ouverte sur les moyens de subsistance et le bien-être, surtout dans les domaines où les femmes jouent un rôle clé. L'émancipation économique des femmes peut aussi exiger des individus de changer certains rôles et stéréotypes traditionnels, de façon à optimiser les contributions aux moyens de subsistance de leur ménage et de leur communauté.

Les centres de formation du projet POLFN à Mahuleva et Ovava (Tonga), créés en 2023, jouent un rôle important en aidant agriculteurs et agricultrices à adopter des pratiques agricoles biologiques et à développer leurs moyens de subsistance issus de l'agriculture. Aux Tonga, la culture des tubercules est cruciale pour la sécurité alimentaire et comme source de revenus, et est typiquement une tâche accomplie par les hommes. Cependant, certaines difficultés récentes, telles que l'émigration, le vieillissement des agriculteurs et le changement climatique, ont amené les femmes à jouer un rôle de plus en plus important dans l'agriculture. POLFN les aide à diversifier leur production agricole avec des espèces pouvant être cultivées à proximité du foyer, tels que des légumes,



Navuso Tuiaimeipi, Conseiller Agricole, Ferme biologique pédagogique de Mahuleva, Tonga

Vilimaina Tamata, SPC POETCom © Initiative Kiwa - 2024

Encadré 8. Les perspectives des femmes en matière d'agriculture

« Avoir des femmes en agriculture profite à notre communauté et à nos familles. Nous, les femmes et les mères, sommes naturellement obligées de prendre soin de notre famille. La participation des femmes à la vie agricole ne veut pas dire que nous sommes en concurrence avec les hommes dans ce domaine, mais que nous faisons cela pour assurer le bien-être de nos familles et de nos enfants. » - Melesila Weilert

« Selon les savoirs traditionnels et la culture des Tonga, nous considérons nos femmes comme les " reines " de la famille, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays de la région du Pacifique et dans le monde. Voilà pourquoi il est difficile pour certaines personnes d'accepter que les femmes travaillent dans les fermes au lieu de rester à la maison pendant que les hommes se chargent du dur labeur de l'agriculture et subviennent aux besoins de la famille. Pourtant, aujourd'hui, les femmes commencent à participer aux activités agricoles. Même si ce sont nos pratiques culturelles, nous soutenons ces femmes dans notre communauté, et j'espère que toutes les communautés les soutiennent aussi. » - Sio Tuiano

« ...sur l'agriculture commerciale et la sécurité alimentaire, nous essayons d'intégrer les savoirs traditionnels aux méthodes de l'agriculture biologique. Par exemple, les femmes n'ont pas la force d'entretenir les mauvaises herbes dans leurs fermes, pourtant elles savent qu'à chaque nouvelle lune, les arbustes et les mauvaises herbes meurent. Nous utilisons donc ce savoir traditionnel pour entretenir nos fermes et garantir la sécurité alimentaire de notre communauté. » - Melesila Weilert

des fruits, des aromates, des épices ou des plantes médicinales. Le projet vise également à fournir aux femmes l'équipement et la formation nécessaires en matière d'agro-transformation des produits biologiques, développant ainsi de nouvelles chaînes de valeur. L'objectif est d'offrir des opportunités économiques aux jeunes femmes et qu'elles puissent jouer un rôle clé dans l'agriculture tongienne.

Certes, les rôles traditionnels dévolus aux femmes et aux hommes des Tonga ont souvent fait reposer la responsabilité principale de l'agriculture sur les hommes, mais il est important de réaliser que les femmes sont de plus en plus impliquées dans l'agriculture, particulièrement au cours de ces dernières années.

Dans la ferme pédagogique d'Ovava, à Vava'u, l'accès au Centre de formation en agriculture biologique a été étendu à toutes les femmes des îles et villages environnants, pour les encourager à participer à l'agriculture biologique et leur garantir l'accès à des parcelles agricoles pour l'agriculture de subsistance ou de semi-subsistance. Le projet POLFN vise également à créer un environnement favorable aux agricultrices en leur donnant accès aux ressources, à la formation et au mentorat. Ces centres offrent une formation pratique aux techniques de l'agriculture biologique, et permettent aux femmes d'apprendre auprès d'agriculteurs et d'agricultrices expérimentées, d'explorer de nouvelles pratiques et de nouvelles cultures, et fournissent une plateforme d'échange sur les pratiques agricoles traditionnelles. La création d'un réseau d'agriculteurs et d'agricultrices (notamment de femmes soutenant d'autres femmes) améliore les conditions de l'émancipation économique des femmes.

Au début du projet, les femmes de Tonga ont rencontré des obstacles importants pour participer à la formation «Premier cercle d'agriculteur·rices» (*First Circle Farmers, FCF*) offerte par POLFN, en grande partie en raison de l'accès limité à la terre et des restrictions légales à la propriété foncière pour les femmes. En effet, les Tonga sont le seul pays du Pacifique dont la législation interdit aux femmes de posséder des terres en vertu de la loi de 1875, qui



Sesili Sinipata, participante au centre de formation de la ferme biologique pédagogique de Mahuleva, Tonga

n'autorise que les hommes à hériter des terres. Par conséquent, seulement 10 % des participant·es au FCF étaient des femmes. Consciente de ce déséquilibre, l'équipe POLFN a identifié ce problème comme une préoccupation majeure. Conformément à son engagement à promouvoir la participation des femmes à l'agriculture et à cultiver l'égalité de genre dans le Pacifique, le projet a revu ses critères de participation pour inclure les agricultrices, quel que soit leur accès direct à la terre. Cet ajustement vise à proposer des opportunités plus inclusives et une plus grande représentation des femmes au sein du réseau en :

- Invitant le foyer aux activités du projet et pas seulement l'agriculteur inscrit,
- Ciblant spécifiquement les groupements et associations de femmes (personne morale au lieu de personne physique),
- Proposant des formations sur les cultures traditionnellement cultivées par les femmes et

sur la transformation des aliments, autre activité traditionnellement menée par les femmes.

Un des principaux enseignements tirés du soutien à l'émancipation économique des femmes par l'agriculture biologique a été la révision de la procédure de candidature pour participer au projet. Le projet POLFN s'est notamment rendu compte des limitations qu'entraîne de considérer la propriété foncière comme une condition préalable à la participation. Après une réflexion sur l'amélioration de l'accès des femmes et des hommes aux fermes biologiques pédagogiques aux Tonga, le réseau POLFN a changé

sa référence aux «petits propriétaires exploitants» pour la remplacer par «exploitations familiales», car les exploitations aux Tonga sont des entreprises familiales/communautaires, qui comprennent des femmes et d'autres membres de la famille. Il est envisagé d'étendre les créneaux de formation disponibles aux femmes des familles d'agriculteurs. Ce changement est révélateur de la compréhension qu'a le réseau POLFN des processus d'inclusion dans la société de Tonga, et des possibilités d'extension de la formation et du mentorat aux femmes.

Encadré 9. Témoignage de Karen Mills sur le partage de ses connaissances et expériences auprès des agriculteurs et agricultrices

Karen Mills est conseillère agricole à la ferme biologique pédagogique de Mudrenicagi (Fidji). Elle nous a expliqué comment elle s'est orientée vers l'agriculture biologique.

« Lorsque mon mari et moi sommes retournés aux Fidji en 2015, nous avons pris l'engagement, envers nous-mêmes et envers notre terre, de nous lancer dans l'agriculture biologique. Nous avons commencé avec très peu de connaissances en agriculture biologique et très peu d'aide de la part des autorités agricoles. À mesure que nous acquérons des connaissances et de l'expérience, nous avons envie de les partager avec notre communauté. Notre objectif était de créer un centre de formation local consacré à la démonstration des techniques d'agriculture biologique durable. Quand nous avons entendu parler de la demande d'expression d'intérêt pour le projet POLFN, il nous a semblé que ce programme correspondait parfaitement à nos objectifs. Nous avons eu la chance que notre ferme soit sélectionnée comme ferme biologique pédagogique (Organic Learning Farm, OLF). »

Après avoir acquis des connaissances et de l'expérience dans le domaine de l'agriculture biologique, Karen a réalisé qu'il était important de partager son expertise avec la communauté. Le projet POLFN a fourni l'occasion idéale de mettre en place un centre de formation local consacré aux techniques d'agriculture biologique durable.



Agricultrices biologiques en formation utilisant le cadre-A pour la culture en courbes de niveau au centre de formation de la ferme biologique pédagogique de Mudrenicagi, Fidji

Le rôle de conseillère agricole de Karen a été capital pour orienter les agriculteurs et agricultrices vers l'adoption de pratiques agroécologiques. Elle supervise la mise en œuvre de projets d'investissement, dirige des recherches et des formations menées par des agriculteurs et agricultrices et soutient le programme de

« premier cercle ». Elle a élaboré des méthodes de formation innovantes, notamment des écoles sur le terrain dirigées par des agriculteurs ou agricultrices, des sessions de talanoa et des visites d'exploitations agricoles, dans le but de répondre à leurs divers besoins. L'une des grandes réalisations de Karen est la réussite de la mise en œuvre de techniques d'agriculture biologique par le biais de programmes de formation. Les participant.es se sont familiarisé.es avec le compostage, le paillage, le « chop and drop » et l'agroforesterie, et bon nombre ont appliqué ces techniques dans leur propre exploitation. Elle a évoqué un exemple de réussite dans le cadre de la formation FCF.

« Une jeune femme a participé à notre première formation avec son frère et son père. Elle était très réservée les deux premiers jours, puis elle a commencé à parler plus souvent à partir du troisième jour et elle a été très active jusqu'à la fin du cinquième jour. De retour à la ferme, elle a montré à ses frères et sœurs et aux jeunes de sa communauté comment faire du compost et a posté sur notre page Facebook des photos de son énorme compost. »

Le leadership de Karen a également inspiré les femmes et leur a permis de s'émanciper dans le domaine de l'agriculture. Elle promeut activement l'égalité des genres dans ses programmes de formation, en veillant à ce que toutes et tous aient les mêmes chances d'apprendre et de participer. Son succès a prouvé que les femmes pouvaient jouer un rôle essentiel en menant et en façonnant l'avenir de l'agriculture biologique.

« Je pense que toute femme occupant un poste de leadership influencera et émancipera les femmes par l'exemple qu'elle donne ; si je peux le faire, vous pouvez le faire aussi. Mais je crois aussi que je dois veiller à ce que les femmes aient la possibilité de participer à toutes les activités de formation (y compris aux

discussions), de répondre aux questions, d'utiliser des outils, de se salir les mains, etc. Cela signifie que je suis attentive aux dynamiques de genre dans un groupe de formation pour m'assurer que toutes et tous participent de manière équitable. Dans certains cas, il faudra donner une pelle à une femme pour qu'elle creuse un trou d'échantillonnage et dans d'autres cas, il faudra donner le couteau à un homme pour qu'il coupe les fleurs de souci. En tant que formatrice, je fais en sorte que tout le monde participe à toutes les activités et ait la possibilité de tout tester, que ce soit une femme ou un homme. »

Karen prévoit de poursuivre ses efforts en organisant des formations sur le terrain dirigées par des agriculteurs et agricultrices, en dispensant des séances de talanoa et en créant des ressources éducatives en anglais et en fidjien.

« Je pense qu'il y a beaucoup de femmes extraordinaires dans l'agriculture, et je ne suis qu'une agricultrice parmi tant d'autres. Un groupe entier de femmes a participé à notre formation et a réussi à cultiver des légumes pour le marché. Nous avons aussi accueilli des femmes remarquables originaires de Taveuni, qui sont elles aussi des agricultrices prospères. Traditionnellement, les femmes cultivent des aliments pour leur famille et vendent leur surplus sur le marché local. La plupart du temps, ces femmes ne sont pas considérées comme des agricultrices. Nous devons attirer l'attention sur ces femmes qui nourrissent leurs familles et leurs communautés et non pas seulement sur les agriculteurs qui cultivent généralement les plantes-racines. »

Enseignements tirés

1

Inspiré par l'exemple de Karen et par le renforcement des capacités pour accroître l'inclusion, POLFN vise à garantir que les programmes de formation répondent aux besoins des agricultrices. Grâce à une adaptation aux difficultés propres aux femmes et à un soutien en continu, le programme a considérablement renforcé leur confiance et leurs compétences en matière de pratiques agricoles durables.

2

Créer un environnement accueillant et propice aux agricultrices est essentiel à leur réussite et à leur participation. Ce type d'environnement stimule et favorise la collaboration et le partage des connaissances. Il garantit aux femmes l'égalité d'accès aux ressources et aux opportunités dans le secteur de l'agriculture.

Références

Kiwa Initiative (2023) Launch of the Pacific Organic Learning Farms in Tonga. <https://kiwainitiative.org/en/news/projects-dashboard/launch-of-the-pacific-organic-learning-farms-in-tonga>

Ministry of Agriculture and Food, Forests and Fisheries (2016) The Kingdom of Tonga: Tonga Agriculture Sector Plan 2016-2020. <https://pafpnet.spc.int/attachments/article/574/Tonga%20Agriculture%20Sector%20Plan%202016-2020.pdf>

Pacific Organic & Ethical Trade Community (2023) International Womens Day with Fo'i Tuluta SEED Tonga. <https://youtu.be/8fnJsxPKokk?feature=shared>

Pacific Organic & Ethical Trade Community (2024) Tonga organic sector pushes for gender equality in agriculture. <https://www.organicpasifika.net/poetcom/latest-updates/latest-news/tonga-organic-sector-pushes-for-gender-equality-in-agriculture/>

SPC (2024) Tongan farmers upskilled in organic and agroecological farming practices. Pacific Community. <https://www.spc.int/updates/news/media-release/2024/07/tongan-farmers-upskilled-in-organic-and-agroecological-farming>

SPC (2024) Farmers cultivating nature-based solutions through Agroecology in the South Pacific. <https://www.spc.int/updates/blog/2024/08/farmers-cultivating-nature-based-solutions-through-agroecology-in-the-south>



Laniina Tamata, SPC POETCom © Initiative KivaB – 2024

Lani Drecala, agricultrice biologique partenaire sur sa ferme familiale dans le village de Suweni village, Province de Cakaudrove, Fidji

Encadré 10. Témoignage de Fuatino Fatiaki sur les centres pédagogiques agroécologiques biologiques et sur le soutien apporté aux agricultrices

Fuatino Fatiaki, responsable de l'agroécologie et des systèmes de production biologique au sein du projet de Réseau Pacifique des fermes biologiques pédagogiques (POLFN), joue un rôle déterminant dans la promotion de l'agriculture durable de la région. Elle travaille essentiellement à la recherche et à la diffusion des meilleures pratiques en matière d'agroécologie, en tenant compte des besoins spécifiques des agricultrices et agriculteurs de la région Pacifique. Dans le cadre du projet POLFN, Fuatino met en place des centres de formation à l'agroécologie et à l'agriculture biologique. Ces plateformes permettent aux agriculteurs et agricultrices de mettre en commun leurs connaissances, d'accéder aux informations et de se rapprocher des marchés. Elle coordonne par ailleurs les collaborations dans le domaine de la recherche, en veillant à ce que les besoins des exploitant·es occupent une place prépondérante dans le processus de recherche.

L'un des principaux axes de recherche de Fuatino est celui de la recherche menée par les agriculteurs et agricultrices aux Tonga, aux Îles Salomon et aux Fidji. Ces travaux portent sur les principales difficultés rencontrées dans l'agriculture biologique, telles que l'accès au marché, la lutte contre les nuisibles et les maladies, ou encore la qualité des sols. Les conclusions de ces travaux de recherche fourniront des informations précieuses qui permettront d'améliorer les pratiques d'agriculture biologique dans la région Pacifique. Grâce à son travail, elle a contribué à créer un environnement favorable aux agricultrices et à leur offrir la possibilité de participer pleinement aux processus de prises de décisions.

Fuatino est consciente que les agricultrices de la région Pacifique sont confrontées à des difficultés uniques en matière d'agriculture biologique et agroécologique. Parmi ces difficultés, figurent le



Participant au centre de formation de la Ferme biologique pédagogique de Mahuleva, Tonga

manque d'accès aux formations sur l'agriculture biologique, l'accès limité au capital et les opportunités limitées de contribuer aux prises de décisions concernant la production agricole. Pour surmonter ces difficultés, le réseau POLFN a développé plusieurs stratégies. Privilégier les groupes d'agricultrices dans le cadre du projet, veiller à leur participation active et à leur représentation. Par ailleurs, des programmes de formation ont été spécialement conçus pour répondre aux besoins des agricultrices, notamment dans les domaines de la culture maraîchère, de la valeur ajoutée, de l'aviculture et de la production de biopesticides.

Fuatino explique que le projet aide les femmes « ... en acceptant que leurs enfants à charge les accompagnent, en organisant des sessions de formation réservées aux femmes qui incluent un processus d'apprentissage actif et d'échanges entre femmes, et en accordant la priorité aux groupes de femmes dans le premier cercle ».

L'engagement de Fuatino en faveur de l'égalité des genres ne se limite pas aux programmes de formation. Elle espère que son travail contribuera à l'émancipation des agricultrices, favorisera leur accès aux produits agricoles, appuiera les initiatives de création de valeur ajoutée et facilitera l'accès au marché. Ces efforts aideront les agricultrices à améliorer leurs moyens de subsistance et à renforcer leur indépendance économique.

Fuatino précise « Le projet POLFN a pour objectif de fournir aux agricultrices toute l'aide nécessaire à leur émancipation et à la mise en place de chaînes de valeur dirigées par des femmes, pour leur permettre de se constituer un capital, d'élever leur famille et d'avoir voix au chapitre dans les prises de décisions ».

Fuatino envisage, dans le cadre du projet, de développer les efforts de recherche et d'apporter un plus grand soutien aux agricultrices. Pour elle, la recherche menée par les agricultrices et agriculteurs est indispensable à l'élaboration de pratiques agroécologiques durables et adaptables dans la région Pacifique. En donnant des moyens d'action aux petits exploitant.es agricoles (et en particulier aux femmes), Fuatino cherche à promouvoir un système alimentaire plus résilient et plus durable dans la région.



Atelier de lancement du projet MiCOAST à Pohnpei

Principe 5. Élaboration d'une stratégie GEDSI pour les projets

Étude de cas : Intégration des principes GEDSI dans la gestion communautaire des pêches

Nom du projet : Projet Kiwa de gestion communautaire des pêches en Micronésie et Solutions fondées sur la Nature pour la résilience côtière (MiCOAST)

Organisations : OneReef Worldwide Stewardship, Marshall Islands Conservation Society (MICS), Nauru Fisheries and Marine Resources Authority, Conservation Society of Pohnpei, Kosrae Conservation and Safety Organization, RARE, cChange

Pays impliqués dans le projet : États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Nauru, Palaos

Contexte

Les États insulaires en développement du Pacifique sont de plus en plus vulnérables aux effets du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière et la dégradation d'écosystèmes vitaux tels que les récifs coralliens. Ces bouleversements menacent fortement la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et les pratiques culturelles, surtout dans les communautés qui dépendent en grande partie de la pêche côtière. Les solutions fondées sur la nature sont des approches prometteuses car elles intègrent des mesures de gestion durable, de protection et de restauration des écosystèmes pour relever ces défis sociétaux, améliorant ainsi le bien-être des populations et l'environnement naturel.

Imaginons un monde où les communautés locales de Micronésie prendraient en charge la transformation de la gestion de leurs pêcheries côtières, en adoptant une approche de durabilité et en contribuant plus largement à la résilience et l'adaptation au climat. Le projet MiCOAST concrétise cette ambition en promouvant le renforcement de la gestion communautaire des pêches (GCP) en tant qu'approche clé des solutions fondées sur la nature. La GCP peut être considérée comme une solution fondée sur la nature, car elle implique les communautés locales dans la gestion durable des ressources marines, renforce la résilience des écosystèmes, contribue à l'adaptation au climat et procure des retombées socio-économiques. En établissant des partenariats avec des organisations et des autorités locales à travers la Micronésie, le projet MiCOAST vise à promouvoir des pratiques de pêche durables, à intégrer des innovations intelligentes sur le plan climatique et à reproduire les actions réussies par le biais de collaborations dynamiques.

Toutefois, réussir à mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature grâce à la gestion communautaire des pêches demande d'intensifier les efforts, les ressources et les aides institutionnelles. Il est essentiel de donner la priorité aux savoirs traditionnels et locaux, à l'émancipation et à la gouvernance locales, ainsi qu'aux pratiques conduites par les communautés. Cette approche permet de renforcer la résilience des écosystèmes côtiers, mais aussi d'aider les communautés à s'approprier les efforts de gestion des ressources naturelles, en veillant à ce que les pêcheries restent productives et durables.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a défini les principes et les meilleures pratiques suivants pour la mise en place d'une stratégie GEDSI dans le cadre des projets³⁰ :

Engagement en matière de leadership : Garantir et encourager un engagement fort et visible des leaders à l'application des principes GEDSI dans tous les aspects opérationnels du projet.

Cadres politiques inclusifs : Élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques qui reflètent les principes GEDSI et fournissent des indications claires sur les actions à entreprendre.

³⁰ La stratégie du PNUD en matière d'égalité des genres pour 2022-2025 est disponible à l'adresse suivante : [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-07/UNDP%20gender%20equality%20strategy%2C%202022-2025dp2022-18%20\(1\)_0.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-07/UNDP%20gender%20equality%20strategy%2C%202022-2025dp2022-18%20(1)_0.pdf)

Développement des compétences : Former le personnel à tous les niveaux pour qu'il comprenne et applique les principes GEDSI dans son travail.

Approche participative : Associer différentes parties prenantes (y compris des groupes marginalisés) à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets.

Suivi et évaluation : Mettre en place des systèmes permettant de suivre les progrès et d'évaluer l'impact des initiatives GEDSI, en cherchant une amélioration en continu.

Mécanismes de responsabilisation : Créer des structures qui permettent aux personnes et aux partenaires du projet de se responsabiliser quant à l'intégration et au maintien des principes GEDSI.

Affectation des ressources : Veiller à ce que des ressources adéquates (financières, humaines et techniques) soient allouées aux initiatives GEDSI.

Sensibilité culturelle : Adapter les approches GEDSI pour respecter et intégrer les cultures et les contextes locaux³¹.

Durabilité : Planifier la durabilité à long terme des efforts GEDSI, au-delà du cycle des projets, en faisant en sorte qu'ils soient intégrés aux programmes et aux pratiques institutionnelles.

L'élaboration d'une stratégie GEDSI pour le projet MiCoast implique l'intégration de ces principes aux opérations, politiques et pratiques de base du projet et de ses partenaires. La participation à l'initiative Kiwa a permis de voir comment elle pouvait être appliquée à l'échelle régionale, tout en respectant la diversité des organisations partenaires et des contextes sociaux concernés. Ce projet collaboratif couvre quatre pays, de multiples cultures et diverses communautés de Micronésie, dont les besoins sont variés et évolutifs.

Chaque organisation partenaire est confrontée à des difficultés et à des opportunités différentes dans le cadre des principes GEDSI. Sans une approche cohérente, il est probable que ces principes soient appliqués de manière inégale, ce qui risque de conduire à des lacunes ou à des disparités quant à l'efficacité avec laquelle les objectifs GEDSI sont atteints tout au long du projet. Une approche cohérente garantit que toutes les parties prenantes travaillent dans le

³¹ Food and Agriculture Organization of the United Nations (2023) Applying Gender Equality, Disability, and Social Inclusion Principles in Agricultural Water Resources Management. <https://www.fao.org/platforms/water-scarcity/Knowledge/knowledge-products/detail/applying-gender-equality--disability--and-social-inclusion-principles-in-agricultural-water-resources-management/en>



Exercice de "Power Walk" au cours de l'atelier de lancement de MiCOAST

même cadre général, qui favorise la cohésion et la convergence des objectifs du projet.

Alors qu'il existe une multitude de ressources disponibles pour aider les partenaires à comprendre et à intégrer les principes GEDSI, l'abondance d'informations est telle qu'il est difficile de savoir par où commencer. Cette diversité a mis en évidence la nécessité d'une approche structurée, tout en étant flexible et adaptable. Notre stratégie a été développée pour être largement applicable à l'ensemble des partenaires du projet MiCOAST, tout en étant suffisamment spécifique pour être adaptée à leurs contextes spécifiques. En élaborant une stratégie et un cadre nuancés, nous avons fait en sorte que chaque organisation partenaire puisse adhérer de manière constructive aux principes GEDSI, permettant ainsi une mise en œuvre efficace et adaptée au contexte.

En matière de solutions fondées sur la nature, l'élément clé consiste à travailler avec ce qui existe déjà autour de nous, en mettant à profit notre environnement, nos forces individuelles et collectives, et en tenant compte de la valeur des savoirs traditionnels et de la gestion des ressources au sein de la société. Nous avons intégré ces éléments à la stratégie et dans la conception de notre approche.

L'application d'une approche de GCP en tant que solution fondée sur la nature constitue une méthode holistique et intégrée de gestion des ressources marines par les communautés micronésiennes. En conjuguant les connaissances locales, la gouvernance participative, la gestion adaptative et les stratégies

fondées sur les écosystèmes, l'approche de GCP en tant que solution fondée sur la nature s'efforce de répondre efficacement aux défis interdépendants de l'utilisation durable des ressources, de la préservation de la biodiversité, de l'adaptation au climat et d'un développement responsable. Dans ce contexte, les processus de planification et de prises de décisions concernant la GCP se doivent d'être inclusifs et transparents, garantissant que l'ensemble des membres de la communauté (y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) puissent s'exprimer selon des modalités culturellement appropriées. Cette inclusivité favorise une gestion et des bénéfices équitables, et peut de surcroît renforcer la cohésion sociale et la confiance mutuelle. Cette approche participe non seulement à l'intégrité écologique et la résilience des écosystèmes marins, mais elle renforce l'adaptation des communautés et permet à toutes les personnes concernées de jouer un rôle actif dans les décisions relatives à la gestion des ressources locales, ce qui se traduit par des résultats plus durables et plus équitables.

L'approche GEDSI intégrée au projet MiCOAST a constitué un élément essentiel pour que le cadre de la GCP en tant que solution fondée sur la nature soit à la fois utile et durable sur le plan environnemental, et inclusif sur le plan social. Sachant que l'approche GEDSI est dynamique et propre à chaque contexte, il est nécessaire de veiller à une adaptation et une réactivité en continu. Les principes GEDSI ne représentent pas un modèle unique, l'approche MiCOAST GEDSI donne donc la priorité à la sensibilité culturelle. Chaque organisation partenaire est accompagnée dans la

définition (et l'action) GEDSI en tenant compte de son contexte spécifique et en veillant à ce que les initiatives soient culturellement appropriées et efficaces.

La stratégie GEDSI de chaque partenaire sera dynamique et évolutive, et nécessitera une réflexion, une adaptation et un engagement continus. Certains partenaires se penchent sur ces dimensions pour la première fois dans un contexte ou une circonstance spécifique ; d'autres ont beaucoup plus d'expérience. Le projet aidera les partenaires à démarrer ou à poursuivre leur parcours GEDSI à partir de là où chaque organisation et chaque personnel se trouve de manière spécifique. Tout au long du parcours, le projet MiCOAST fournira des conseils et un accompagnement aux partenaires lors de la mise en œuvre, afin qu'ils puissent apprendre, piloter, tester, appliquer et/ou renforcer ou modifier les approches de manière qui réponde à leurs besoins. Ce processus continu d'apprentissage et de mise en application garantit

la pertinence, l'intégration et l'équité du projet, tout en préservant l'efficacité des solutions fondées sur la nature.

L'approche GEDSI MiCOAST implique une méthodologie progressive et collaborative visant à développer un projet GEDSI MiCOAST pour chaque partenaire. Cette approche progressive fonctionne à plusieurs égards : elle permet aux personnes de visualiser un parcours GEDSI complet et de se joindre au projet au moment qui leur semble le plus logique, en fonction de leurs connaissances et de leur expérience préalable des principes GEDSI. Plusieurs membres d'une même organisation ont la possibilité de s'inscrire à des moments différents et de réaliser l'intégralité du parcours à leur propre rythme. Les étapes créent une impression de mouvement, de croissance et de dynamisme, illustrant la progression obtenue en passant d'une étape à l'autre.

Ce parcours se compose des étapes suivantes :

Créer le « récif » GEDSI (sensibilisation)

Créer les structures de base et sensibiliser aux principes GEDSI dans le cadre du projet (à la manière d'un récif de corail), en guise de socle nécessaire à la poursuite de son développement.

Préparer l'itinéraire GEDSI (auto-évaluation)

Mener des évaluations pour comprendre les efforts actuels relatifs aux principes GEDSI ; définir les besoins et les opportunités, un peu comme on le ferait pour préparer un itinéraire avant de se rendre à l'endroit souhaité.

Jeter le filet GEDSI (plans d'action)

Développer et appliquer des plans d'action sur la base des évaluations précédentes et apporter des améliorations itératives lorsque de nouvelles idées et opportunités émergent.

Naviguer au gré des marées GEDSI (intégration)

Veiller à ce que les stratégies GEDSI conservent leur souplesse et leur capacité d'adaptation à l'évolution de la situation (comme on navigue au gré des marées).

À chaque étape, nous utilisons un module de formation spécifique qui permet d'approfondir le sujet grâce à toute une série d'activités et d'outils. À la fin de chaque module, nous proposons d'aider nos partenaires à adapter ces outils à leurs projets et contextes culturels spécifiques. Cela nous permet de renforcer les capacités GEDSI de nos partenaires, de les laisser

prendre en charge leur propre approche et leurs propres ressources, et de les aider à les développer de manière aussi approfondie et détaillée que souhaitée en fonction de leurs besoins. Ces ressources peuvent aussi être partagées ou même co-générées avec d'autres parties prenantes intéressées au sein du territoire.

Les résultats escomptés de l'approche GEDSI dans le cadre du projet MiCOAST sont les suivants :

Adaptation dynamique : Adoption d'une stratégie GEDSI souple et adaptative, qui a permis un perfectionnement continu et une réactivité face aux nouvelles idées et aux nouveaux défis. Notre structure théorique et GEDSI continuera à progresser et à s'adapter au fur et à mesure que l'expertise technique et culturelle de nos partenaires viendra en enrichir la base.

Engagement accru des parties prenantes : Renforcement de l'engagement/de la participation des parties prenantes et des partenaires à l'échelle locale, selon leur contexte GEDSI spécifique.

Meilleure intégration des principes GEDSI : Une intégration plus poussée des principes GEDSI dans les solutions fondées sur la nature et la GCP à l'échelle du projet, qui permette de sensibiliser les partenaires et de développer des objectifs spécifiques pour l'application des principes GEDSI dans leur propre environnement, et conduit à des pratiques de gestion de la pêche plus inclusives et équitables pour les communautés que ces partenaires accompagnent.

Capacité renforcée : Développement de plans d'action GEDSI sur mesure, outils et ressources qui ont permis aux organisations partenaires de mettre en œuvre des pratiques GEDSI efficaces et adaptées au contexte.

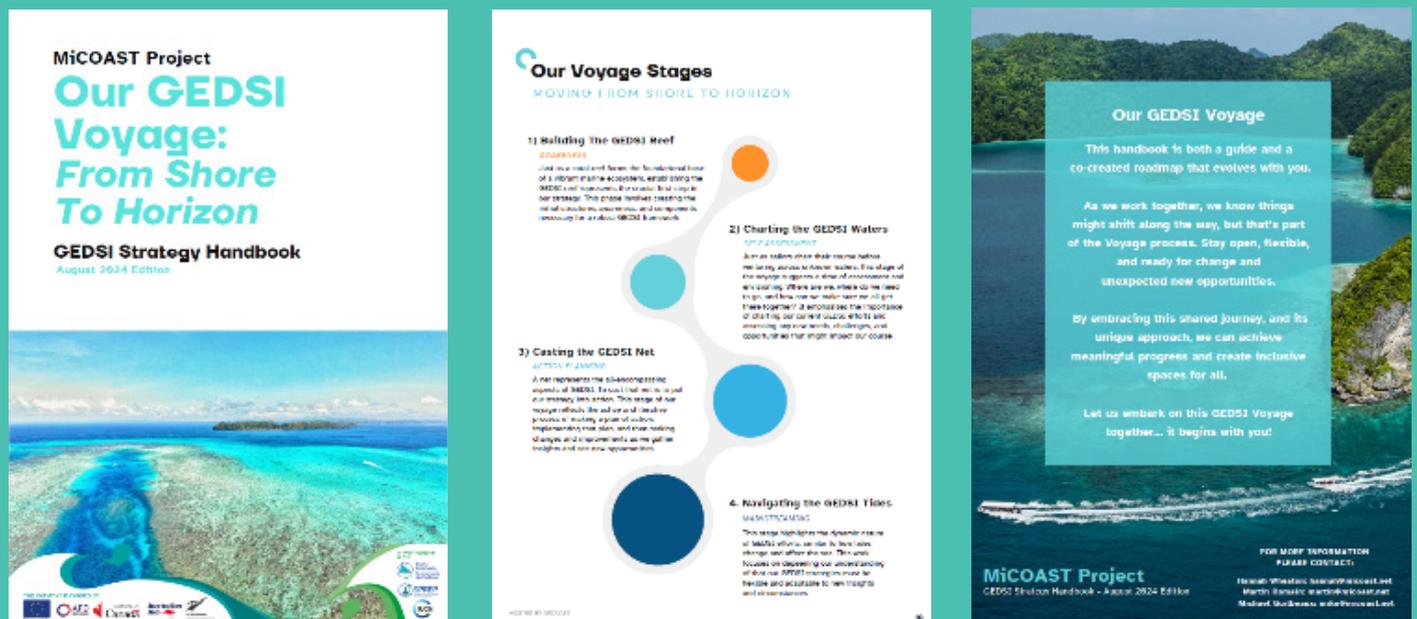


Figure 2. MiCOAST GEDSI Strategy Handbook (August 2024). Consultable sur : <https://library.sprep.org/content/our-gedsi-voyage-shore-horizon-kiwa-iniative-micoast-project-gedsi-strategy-handbook>

« À mesure que nous avançons dans ce processus d'apprentissage, nous sommes ravis de contribuer à la mise en commun des connaissances, de l'expérience, de l'expertise technique et des idées pertinentes de nos partenaires, pour créer une stratégie qu'elles et ils pourront véritablement prendre en main. Nous nous attachons à trouver un juste équilibre entre le recueil d'informations importantes auprès de nos partenaires et le maintien d'un processus collaboratif, cohérent et sans risque d'exploitation.

En concevant l'approche GEDSI comme un voyage, nous avons jeté des bases solides et nous sentons en confiance à l'heure où nous nous lançons dans ce périple avec nos partenaires. Nous nous réjouissons de naviguer ensemble sur cette voie, de progresser et de nous adapter à mesure que nous avançons dans la création d'un avenir plus inclusif et plus équitable. »

Enseignements tirés

1

Une des principales difficultés rencontrées était de rassembler un grand volume d'informations et de ressources disponibles actuellement pour la région du Pacifique au sein d'une stratégie adaptée, répondant aux besoins spécifiques des partenaires de la sous-région de Micronésie. Par ailleurs, cette stratégie a été élaborée de manière à être en phase avec des initiatives plus larges, telles que l'Initiative Kiwa, la CPS, les différents bailleurs de fonds, les programmes régionaux et d'autres initiatives encore, autant d'éléments qui ont nécessité une réflexion approfondie pour préserver la cohérence tout en tenant compte de priorités localisées.

2

La stratégie a dû s'adapter simultanément à différents niveaux d'expérience/de compétences, d'avancement du projet et de collaboration avec les différents partenaires. Cela a exigé une certaine souplesse, pour que la stratégie puisse s'adapter aux différents contextes et stades de développement, tout en préservant ses objectifs de base, son intégrité et son sens de la progression/son orientation.

3

Il était important de faire en sorte que la stratégie possède des applications pratiques, qu'elle renferme de nombreuses ressources et activités utilisables dans des scénarios réels liés à la pêche côtière et aux parties prenantes des pays dans lesquels le projet est mis en œuvre. La priorité était de créer une stratégie qui ne soit pas seulement théorique, mais qui soit également applicable, et qui offre des bénéfices tangibles à celles et ceux qui la mettent en œuvre et aux communautés de pêcheurs de toute la Micronésie.

Références

IUCN (2020) Guidance for using the IUCN Global Standard for Nature-Based Solutions: First Editions. 1st ed. International Union for Conservation of Nature, Gland

Kiwa Initiative (2024) The Kiwa Initiative's GEDSI and human rights resources. <https://kiwainitiative.org/en/news/download-now-our-freely-available-resources-on-gedsi-and-humanrights>

Mcleod E, Arora-Jonsson S, Masuda YJ, Bruton-Adams M, Emaurois CO, Gorong B, Hudlow CJ, James R, Kuhlken H, Masike-Liri B, Musrasrik-Carl E, Otzelberger A, Relang K, Reyuw BM, Sigrah B, Stinnett C, Tellei J, Whitford L (2018) Raising the voices of Pacific Island women to inform climate adaptation policies. *Marine Policy*, 93: 178–85

SPC (accessed August 2024) Women in Fisheries Information Bulletin. <https://fame.spc.int/publications/bulletins/women-in-fisheries>

SPC (accessed August 2024) This program encompasses gender, youth, culture, and human rights. <https://hrsd.spc.int/>

SPC (2021) Pacific Framework for Action on Scaling up Community-Based Fisheries Management: 2021-2025. Pacific Community, Noumea, New Caledonia



Troisième atelier régional Kiwa GEDSI, Suva, Fidji

Principe 6: Développement d'une communauté de pratique autour des principes GEDSI

Étude de cas : Création d'une communauté de pratique autour des principes GEDSI pour les Solutions fondées sur la Nature dans la région des îles du Pacifique

- **Nom du projet** : Assistance technique du PROE à l'Initiative Kiwa
- **Organisations** : PROE, Talanoa Consulting
- **Pays impliqués dans le projet** : États fédérés de Micronésie, Fidji, Polynésie française, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Wallis-et-Futuna

Contexte

Le changement climatique affecte l'ensemble des habitants des îles du Pacifique, mais surtout les populations qui sont déjà vulnérables et

qui ont moins de pouvoirs et de privilèges. Les personnes les plus menacées par les changements environnementaux et climatiques sont souvent les femmes, les personnes SOGIESC³², les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les personnes vivant dans la pauvreté, les communautés autochtones, les minorités ethniques, les communautés de migrants et de personnes ayant été déplacées. La non-discrimination et l'égalité sont des droits humains fondamentaux auxquels chacun a droit, indépendamment de son sexe, de sa race, de son handicap, de sa religion, de ses opinions politiques ou autres, ou de son lieu de naissance. Étant donné que les bénéfices et les coûts des solutions fondées sur la nature peuvent varier selon les personnes et les groupes, les approches utilisées sont susceptibles

³² Acronyme pour Orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles

de conforter, de perpétuer ou d'accroître les formes de discrimination déjà existantes. Dans certains cas, c'est l'approche utilisée qui peut elle-même se révéler discriminatoire. Des solutions fondées sur la nature qui intègrent les principes GESDI ont de meilleures chances d'identifier les risques et les avantages que peuvent présenter ses activités, approches ou interventions pour les différents groupes sociaux d'une communauté, et de remédier aux inégalités et aux différentes formes de discrimination.

L'Initiative Kiwa aide les organisations et leurs équipes à intégrer les principes GESDI et les droits humains au sens large dans les solutions fondées sur la nature pour l'adaptation au changement climatique.

Dans cette optique, une communauté de pratique (CdP) pour l'intégration des principes GESDI dans les solutions fondées sur la nature (ci-après « CdP GESDI ») a été créée en 2023 afin de développer et de renforcer les capacités en local. Les objectifs de la CdP GESDI de l'Initiative Kiwa sont les suivants : (1) favoriser le partage des connaissances, l'apprentissage et la réflexion sur les meilleures pratiques GESDI pertinents pour les solutions fondées sur la nature ; (2) promouvoir des formations introductives et des ressources sur la démarche GESDI et sur les solutions fondées sur la nature ; et (3) créer des réseaux de personnes engagées dans des solutions fondées sur la nature GESDI dans la région Pacifique.



Figure 3. Communauté de pratique

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Une communauté de pratique (CdP) est un groupe de personnes passionnées qui se réunissent pour travailler à la résolution d'une préoccupation commune ou d'un ensemble de problèmes, en partageant les meilleures pratiques et en cocréant de nouvelles connaissances et innovations qui permettent de « mieux faire les choses » (Figure 3).

La CdP GESDI rassemble des personnes qui partagent leur expertise et leur passion pour cette démarche, ainsi que pour les droits humains au sens large et pour les approches fondées sur les droits humains. Les partenaires qui mettent en œuvre des projets dans le cadre de l'Initiative Kiwa sont invités à partager leurs expériences et leurs connaissances de manière libre, créative et constructive, afin d'encourager de nouvelles méthodes de résolution des problèmes. L'interaction permanente est un élément important de

toute CdP. Voici quelques exemples de ce que fait la CdP GESDI : amélioration des connaissances de base et des compétences pratiques en matière de principes GESDI ; partage des ressources GESDI centrées sur le Pacifique ; encouragement du partage de connaissances, de réflexions, des meilleures pratiques GESDI en matière de solutions fondées sur la nature, en externe, afin que d'autres puissent apprendre.

La CdP GESDI comprend huit projets régionaux mis en œuvre par 20 organisations différentes, destinés à toucher 32 communautés réparties sur 15 pays et territoires du Pacifique. Les membres de la CdP GESDI travaillent pour des organisations mettant en œuvre un projet régional Kiwa dans la région du Pacifique. La CdP investit dans des « points focaux genre » dans chaque organisation afin de maintenir la capacité GESDI pendant et au-delà du calendrier de leurs projets, tout en apportant son soutien à de nouveaux ambassadeur rices des principes GESDI. Le genre concernant les femmes et les hommes dans

toute leur diversité, y compris dans leurs relations mutuelles ; par conséquent, les organisations ont été encouragées à désigner, dans la mesure du possible, un point focal femme et un point focal homme parmi les équipes mettant en oeuvre des solutions fondées sur la nature sur des sites spécifiques. Ceci, dans l'optique que ces points focaux pour l'égalité de genre pourraient être spécifiquement chargés de garantir l'intégration des principes GEDSI à tous les aspects de leur projet de Solutions fondées sur la Nature. La CdP GEDSI est ouverte à toutes et tous les membres des équipes projets souhaitant s'investir particulièrement sur le sujet ou en savoir plus à assister et à participer à cette démarche.



Troisième atelier régional Kiwa GEDSI, Suva, Fidji



Troisième atelier régional Kiwa GEDSI, Suva, Fidji

Les sessions en ligne de la CdP GEDSI ont été conçues autour de cinq thèmes identifiés avec les managers et les équipes travaillant sur les solutions fondées sur la nature (Tableau 2). Les quatre premières CdP incluait des sessions de formation spécifiques sur des thèmes GEDSI fondamentaux. Des guides sur les droits humains, sur l'analyse GEDSI et sur l'évaluation des risques ont également été développés et diffusés au cours des CdP ou d'autres événements pédagogiques, ouverts au public. Disposer d'outils GEDSI adaptés aux solutions fondées sur la nature est indispensable pour pouvoir aborder les défis et les obstacles propres au secteur, et garantir des activités adaptées au contexte.

Tableau 2. Thèmes abordés au cours de chaque session de la communauté de pratique

| Thème | Objectifs de la session |
|--|--|
| GEDSI-101 | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir les formations et les ressources sur la démarche GEDSI et les solutions fondées sur la nature dans la région Pacifique Favoriser le partage des connaissances, les apprentissages et les réflexions sur la démarche GEDSI et les solutions fondées sur la nature Constituer des réseaux de professionnels des solutions fondées sur la nature dans la région Pacifique |
| Analyse GEDSI | <ul style="list-style-type: none"> Se familiariser avec l'analyse GEDSI et avec le mode d'utilisation de cet outil Apprendre auprès de personnes expérimentées en matière d'analyse GEDSI Concevoir une analyse GEDSI dans le cadre de votre projet |
| Inclusion des personnes en situation de handicap | <ul style="list-style-type: none"> Avoir une meilleure compréhension des répercussions du changement climatique et des questions liées à l'environnement pour les personnes en situation de handicap Être en mesure de mieux veiller à ce que les personnes en situation de handicap puissent participer et bénéficier des solutions fondées sur la nature Mieux connaître les conditions préalables à l'inclusion des personnes en situation de handicap, prérequis à la participation réelle et effective des personnes en situation de handicap à tout processus |

| | |
|--|--|
| <p>Concevoir et animer des processus participatifs dans le respect des principes GESDI</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Appréhender les concepts clés relatifs à une animation et des processus participatifs engagement respectueux des principes GESDI • Réfléchir aux approches utilisées dans différents contextes culturels et les partager • Identifier les manières de mettre en commun les enseignements tirés de l'Initiative Kiwa |
| <p>La démarche GESDI dans les solutions fondées sur la nature</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Faire connaître les expériences, les meilleures pratiques et les enjeux liés à la mise en œuvre d'approches GESDI et reposant sur les droits humains dans le cadre de solutions fondées sur la nature • Renforcer la CdP GESDI pour créer un espace de partage des connaissances, des apprentissages par les pairs et d'accompagnement continu des équipes engagées dans des solutions fondées sur la nature dans la région Pacifique |

Quelques réflexions des membres de la CdP GESDI sur ce qui avait bien fonctionné :



« Toutes les questions de l'exercice de groupe étaient d'excellents exemples de questions GESDI tirées de la vie réelle, comme celles qui peuvent me venir à l'esprit dans le cadre de mes projets »

« J'ai pu mieux contextualiser l'inclusion du handicap dans les approches de solutions fondées sur la nature. »



« Il y a toujours un facteur qui fait que certaines personnes sont très discrètes au sein de la communauté. Pour faire tomber les barrières, il faut vraiment creuser en profondeur pour mieux en comprendre la cause et travailler à partir de là. »

« J'ai pu rencontrer en ligne d'autres membres de la CdP et écouter leur expérience en temps réel. J'ai pu découvrir d'autres exemples pratiques de l'application de la démarche GESDI dans d'autres pays de la région Pacifique. »



Setelita Tavanabola, SPREP © Initiative Kiwa - 2024

Troisième atelier régional Kiwa GESDI, Suva, Fidji

Nous espérons que, grâce à la CdP, les actrices et acteurs des solutions fondées sur la nature auront l'impression d'avoir acquis quelques compétences de base, ainsi que la confiance nécessaire pour mettre en œuvre des pratiques GESDI adaptées au contexte local, centrées sur la région Pacifique, dans les solutions fondées sur la nature. Cela garantira une conception des projets actuels et futurs de solutions qui puisse mieux répondre aux besoins exprimés, reflète la sagesse et l'expérience des communautés des îles du Pacifique (en particulier des femmes, des différents groupes et des jeunes) en matière d'adaptation au changement climatique.

Enseignements tirés

1

Une CdP offre de nombreux avantages, notamment en encourageant le partage des apprentissages sur la démarche GESDI intégrée à des solutions fondées sur la nature. Une CdP crée un environnement propice à l'apprentissage, au partage des meilleures pratiques et des idées novatrices, car elle réunit des personnes confrontées à des enjeux ou à des objectifs similaires. Ce cadre de collaboration dans la région Pacifique améliore le développement des compétences et accélère la résolution de problèmes, tout en renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté d'entraide.

2

Une CdP peut créer des valeurs GESDI au sein des organisations et contribuer à l'amélioration continue des meilleures pratiques GESDI. À terme, l'interaction soutenue dans le cadre d'une CdP peut engendrer une forte culture de l'apprentissage et de l'innovation, qui profite à la fois aux membres à titre individuel, à leurs organisations et à d'autres partenaires de la région Pacifique.

3

Bien que les formations ponctuelles soient importantes pour créer une sensibilisation initiale à la démarche GESDI, les équipes ont également besoin d'une formation complémentaire, d'un accompagnement et d'un mentorat. Un investissement dans la durée permet d'instaurer un climat de confiance, de veiller à ce que les compétences soient consolidées et à ce que les nouvelles idées soient intégrées à la pratique. De plus, un accompagnement en continu permet aux équipes de faire face aux difficultés du monde réel, de développer une expertise plus approfondie et de gagner en confiance pour appliquer et partager leurs connaissances. Le mentorat en continu contribue également à resserrer les liens et peut aider les équipes à déceler des occasions de former et d'aider d'autres personnes.

Références

PROE (2024a) Évaluer les risques en matière de droits humains pour renforcer les solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

PROE (2024b) Égalité des genres, handicap et inclusion sociale pour les Solutions fondées sur la Nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

PROE (2024c) Droits humains et Solutions fondées sur la Nature Programme régional océanien de l'environnement, Apia



Sainimili Tawake du Pacific Disability Forum menant des formations sur le handicap

Principe 7. Impliquer des expert es pour améliorer l'inclusion des personnes en situation de handicap

Étude de cas : Établissement d'un partenariat avec le Pacific Disability Forum en vue de dispenser une formation sur l'intégration des personnes en situation de handicap aux Solutions fondées sur la Nature

Nom du projet : Assistance technique du PROE à l'Initiative Kiwa

Organisations : PROE, Talanoa Consulting

Pays impliqués dans le projet : États fédérés de Micronésie, Fidji, Polynésie française, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Wallis-et-Futuna

et à protéger, restaurer et renforcer la biodiversité afin de pouvoir s'adapter aux impacts du changement climatique tout en renforçant la résilience de leurs systèmes socio-écologiques grâce à des solutions fondées sur la nature. L'Initiative Kiwa veille particulièrement à promouvoir l'intégration des droits humains (et notamment les principes GEDSI) aux solutions fondées sur la nature. Cette attention se traduit notamment par un soutien spécifique accordé aux organisations porteuses de projets financés par l'Initiative. Les personnes en situation de handicap constituent l'un des groupes les plus marginalisés; elles se heurtent souvent à des obstacles divers, notamment pour participer aux solutions fondées sur la nature et en bénéficier. L'Article 1 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) stipule : « Par personnes handicapées on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont

Contexte

L'Initiative Kiwa a été conçue pour renforcer les capacités des pays et territoires des îles du Pacifique à avoir accès aux mécanismes de finance climatique

l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres. » Actuellement, les organisations environnementales, pour la plupart, n'intègrent pas assez les perspectives et les besoins des personnes en situation de handicap dans les solutions fondées sur la nature, ou de manière générale au sein des interventions de protection de l'environnement.

Les membres de la communauté de pratique Kiwa GEDSI (voir le Principe 6) ont identifié *l'équité et l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la région Pacifique* comme un domaine clé nécessitant une formation ciblée. Pour pallier ce manque de capacités, l'Initiative Kiwa s'est associée au Pacific Disability Forum pour dispenser une formation virtuelle aux bénéficiaires et aux partenaires de projets Kiwa. Le Pacific Disability Forum possède une expertise et une expérience étendues en matière de handicap, de changement climatique et d'environnement dans la région Pacifique. Cette formation avait pour but de développer et de renforcer les capacités des équipes en charge de projets de solutions fondées sur la nature afin qu'ils puissent davantage intégrer les personnes en situation de handicap des communautés concernées par leur projet, et leur apporter des bénéfices tangibles.

Bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ce principe

Etablir des partenariats avec des expert·es du handicap et bénéficier de leurs compétences et connaissances spécialisées est essentiel pour combler ces lacunes et garantir l'efficacité de ces efforts d'intégration. Ils et elles peuvent fournir des conseils précieux pour l'élaboration de stratégies pertinentes sur le plan culturel, qui répondent aux difficultés spécifiques auxquelles sont confrontées les personnes en situation

de handicap dans la région. Ces partenariats et collaborations peuvent contribuer à faire de l'équité et de l'inclusion des personnes en situation de handicap une partie intégrante des solutions fondées sur la nature dans l'ensemble de la région Pacifique. Le partenariat avec le Pacific Disability Forum a permis aux partenaires Kiwa de mieux comprendre les implications du changement climatique et des questions environnementales pour les personnes en situation de handicap. Cela a également permis d'acquérir des connaissances sur les critères d'inclusion des personnes en situation de handicap, un prérequis à la participation réelle et constructive de ces personnes à tout type de processus.

Les solutions fondées sur la nature présentent des avantages aux personnes en situation de handicap (Figure 4). Une réflexion sur la pertinence des solutions fondées sur la nature pour les personnes en situation de handicap du Pacifique doit prendre en compte :

Les paysages thérapeutiques : les jardins communautaires/sensoriels/de guérison offrent une activité physique, des interactions sociales et une stimulation sensorielle aux personnes en situation de handicap ;

Les infrastructures vertes : les parcs, les toits verts et les zones humides offrent un espace récréatif accessible, réduisent les effets de l'îlot de chaleur urbain et améliorent la qualité de l'air pour les personnes en situation de handicap ;

La réadaptation par la nature : la thérapie horticole, la thérapie assistée par les animaux et l'écothérapie ont des effets positifs sur la santé physique, la santé mentale et l'inclusion sociale ; et

Des loisirs de plein air accessibles : randonnée, pêche, navigation de plaisance, etc. avec l'utilisation d'équipements adaptés, d'installations accessibles et d'un personnel formé, pour que les personnes en situation de handicap puissent participer à des activités de plein air.

1

Amélioration de la santé et du bien-être

Les solutions fondées sur la nature peuvent avoir des effets positifs sur la santé physique, sur la santé mentale et sur l'intégration sociale des personnes en situation de handicap.

3

Inclusion sociale

Les solutions fondées sur la nature peuvent créer des opportunités d'interaction et de participation à la vie sociale pour les personnes en situation de handicap.

2

Increased Accessibility

Les solutions fondées sur la nature peuvent offrir des espaces récréatifs accessibles aux personnes ayant des aptitudes très diverses.

4

Coût-efficacité

Les solutions fondées sur la nature peuvent être une manière coût-efficace d'offrir des opportunités de loisirs et d'améliorer la santé et le bien-être.

Figure 4. Bénéfices des solutions fondées sur la nature pour les personnes en situation de handicap.

Source: Pacific Disability Forum

Certains principes clés présents dans l'ensemble de la CDPH ont été mis en exergue, notamment le respect de la dignité humaine, la non-discrimination, l'inclusion dans la société, le respect des différences, l'égalité des chances, l'accessibilité, l'égalité entre les genres, ainsi que le respect pour le caractère évolutif des capacités des enfants en situation de handicap. L'obligation pour les États d'amender toute loi discriminatoire est un principe qui a été souligné ; l'évolution de la réflexion et de l'approche autour du handicap est également importante à prendre en compte. Il est important de réaliser et de mieux comprendre que le problème ne vient pas des personnes en situation de handicap, mais du caractère systémique des entraves à leur pleine participation à la société.

La phrase « Rien sur nous sans nous » est souvent utilisée par les défenseur·ses des droits des personnes en situation de handicap ; c'est un slogan puissant qui souligne l'importance d'inclure les voix et les points de vue des personnes en situation de handicap

dans les processus de prises de décisions ayant un impact direct sur leur vie. Ce principe préconise la participation active et l'implication des personnes en situation de handicap dans les politiques, les programmes et les initiatives qui les concernent. Les personnes en situation de handicap sont les expertes de leurs propres expériences et doivent être au cœur des discussions les concernant. Par conséquent, pour s'assurer que les solutions fondées sur la nature sont inclusives et accessibles aux personnes en situation de handicap, il convient d'impliquer ces dernières dans les processus de planification, de conception, de mise en œuvre et de suivi. Cela peut inclure la réalisation d'audits d'accessibilité, la formation du personnel et des bénévoles, ainsi que des partenariats avec des organisations de personnes en situation de handicap. En œuvrant ensemble, nous pouvons créer des espaces naturels accueillants et bénéficiant à l'ensemble des membres de nos communautés.

Enseignements tirés

1

La collaboration avec des expert.es du handicap est primordiale pour renforcer les capacités en matière d'équité et d'inclusion des personnes en situation de handicap, et bénéficier de leur réflexion et expertise précieuses pour la création d'environnements plus accessibles et plus inclusifs. Leur implication permet de s'assurer que les stratégies et les programmes sont adaptés efficacement pour répondre aux différents besoins des personnes en situation de handicap, favorisant une plus grande équité à travers tous les aspects du développement.

Références

PROE (2024a). Évaluer les risques en matière de droits humains pour renforcer les solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

PROE (2024b) Égalité des genres, handicap et inclusion sociale pour les Solutions fondées sur la Nature dans les îles du Pacifique. Programme régional océanien de l'environnement, Apia

PROE (2024c) Droits humains et Solutions fondées sur la Nature Programme régional océanien de l'environnement, Apia



5. Synthèse des principaux enseignements tirés

Malgré les efforts déployés à l'échelle mondiale, régionale et locale, la perte de biodiversité dans les îles du Pacifique ne cesse de s'accroître. Les activités humaines et le changement climatique sont les principaux responsables de ce déclin, menaçant non seulement la fonction et l'intégrité des habitats et des écosystèmes, mais également les moyens de subsistance, le patrimoine culturel et le bien-être des communautés du Pacifique. Les Solutions fondées sur la nature offrent un vaste potentiel de réponse aux problèmes environnementaux et favorisent l'inclusion sociale et l'équité. En prenant en compte et en valorisant les différentes connaissances, contributions et perspectives des parties prenantes (y compris des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap), les solutions fondées sur la nature peuvent se révéler plus efficaces, plus équitables et plus durables.

Les projets régionaux de solutions fondées sur la nature dans le Pacifique insulaire jouent un rôle crucial pour intégrer les principes GEDSI à leur approche et à leurs activités, en mettant l'accent sur l'inclusion des groupes marginalisés et sous-représentés. Même si les projets financés par l'Initiative Kiwa n'en sont encore qu'à leur démarrage, les partenaires de mise en œuvre des solutions fondées sur la nature

investissent de manière délibérée et intentionnelle dans la démarche GEDSI, et il est intéressant de recueillir et de transmettre ces enseignements.

L'intégration des principes GEDSI aux projets de solutions fondées sur la nature est essentielle pour identifier les bonnes pratiques. Intégrer les principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature signifie qu'ils influencent chaque aspect de l'initiative, depuis l'identification des objectifs aux méthodes d'engagement des communautés, en passant par l'évaluation des résultats. Les neuf études de cas présentées dans ce rapport fournissent des indications précieuses sur l'application pratique des principes GEDSI dans ces projets de solutions fondées sur la nature, en présentant les principaux enseignements tirés. Une synthèse de ces enseignements est proposée ci-dessous. Grâce à l'intégration des principaux enseignements tirés jusqu'à présent aux futurs projets de solutions fondées sur la nature, la région Pacifique pourra œuvrer en faveur d'un avenir plus durable et plus équitable, tant pour les populations que pour les écosystèmes. Les approches utilisées sont des étapes, des stratégies et des engagements prometteurs qui visent à garantir l'intégration des principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique.

Stratégie GEDSI

Une stratégie GEDSI est très utile pour définir une vision et une approche de l'intégration GEDSI aux projets de solutions fondées sur la nature et pour responsabiliser les organisations. Elle offre un cadre clair permettant de s'assurer que la démarche GEDSI est au cœur de la conception et de la mise en œuvre du projet. La stratégie doit proposer un cadre complet composé de principes, d'approches et de ressources, pouvant s'adapter à différentes situations, tout en laissant aux partenaires la possibilité d'y apporter des modifications en fonction de leurs contextes

spécifiques, sans pour autant nuire à son efficacité globale. Une bonne stratégie GEDSI a des applications pratiques, dispose de ressources suffisantes et comporte des activités utilisables dans des scénarios réels au sein des communautés des îles du Pacifique où le projet est mis en œuvre. Elle permet également d'assurer un suivi et une évaluation en continu, afin de mesurer l'impact des principes GEDSI sur ces projets, dans un souci d'amélioration continue et de transparence.

Renforcement des capacités

Les équipes de mise en œuvre des solutions fondées sur la nature n'ont en général que peu (voire pas) de formation sur l'équité et l'inclusion de genre et de handicap ; il n'est donc ni réaliste ni juste d'attendre d'elles d'appliquer les principes GEDSI aux solutions fondées sur la nature sans y consacrer un investissement important. Alors que des formations ponctuelles sont importantes pour sensibiliser aux principes GEDSI, les équipes et les responsables dans leurs organisations ont besoin d'une formation régulière, d'un accompagnement et d'un mentorat pour développer ou renforcer leurs connaissances, les assortir de compétences pratiques et accroître la confiance en soi. La collaboration avec des expert-es

en matière de genre et de handicap est indispensable au transfert de connaissances et de compétences sur les bonnes pratiques, ainsi que pour appréhender la diversité des outils et des approches fondées sur les droits disponibles, y compris spécifiquement pour la région des îles du Pacifique. Une communauté de pratique peut offrir un espace d'apprentissage, de partage et de renforcement des relations avec d'autres professionnels ayant des objectifs et faisant face à des enjeux similaires en matière de capacités GEDSI. Cette communauté de pratique peut par ailleurs favoriser une forte culture de l'apprentissage et de l'innovation en vue d'améliorer les solutions fondées sur la nature dans la région des îles du Pacifique

Culture

Les systèmes culturels de la région Pacifique sont profondément ancrés dans des valeurs du collectif et du respect de la parenté, ce qui peut ouvrir des perspectives uniques pour encourager et contribuer aux objectifs GEDSI. Dans de nombreuses cultures du Pacifique, les femmes jouent un rôle important au sein de la famille et de la communauté, et détiennent leurs propres savoirs traditionnels sur le milieu naturel. Ces exemples illustrent la manière dont l'équité et la prise en compte de la dimension de genre peuvent être intégrées de manière organique aux structures

sociétales. En s'appuyant sur les forces culturelles et sur des pratiques positives, les solutions fondées sur la nature peuvent tirer parti des pratiques existantes valorisant les contributions et le leadership des femmes. Parallèlement, il est important de souligner que la culture n'est pas statique et que, tout comme le genre, elle peut évoluer pour faire tomber les préjugés ou les obstacles auxquels sont confrontés les groupes marginalisés, tout en préservant le riche patrimoine culturel des habitant-es des îles du Pacifique.

Groupes marginalisés

Les groupes marginalisés ou sous-représentés (les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, par exemple) possèdent souvent des connaissances et des points de vue uniques sur la gestion des ressources naturelles, issus de leurs

expériences vécues et de leurs liens profonds avec l'environnement. Il est important de les prendre en compte pour que les solutions fondées sur la nature répondent davantage à leurs différents besoins, qu'elles soient pertinentes du point de vue de la

culture et qu'elles permettent une répartition équitable de leurs retombées. Les équipes mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature sont actuellement en train de trouver de nouveaux moyens d'impliquer les groupes marginalisés ou sous-représentés, notamment en abordant la question de l'inclusion dès le début du projet et en tenant compte des spécificités culturelles, et au travers de collaborations étroites avec les systèmes de gouvernance traditionnels et avec des groupes plus privilégiés (les hommes, notamment)

pour plaider en faveur de l'inclusion d'autres groupes. De plus, l'implication de groupes plus diversifiés pour relever les défis environnementaux peut permettre d'identifier des approches innovantes et favoriser le soutien local, contribuant ainsi au succès et à la résilience à long terme de ces solutions. En donnant la priorité aux voix des groupes marginalisés, on obtient des solutions fondées sur la nature plus efficace, plus justes sur le plan social, et plus durables.

Analyse GEDSI

L'analyse GEDSI est un processus systématique utilisé pour examiner en quoi les rôles, les normes et les relations de pouvoir affectent la vie des femmes et des hommes, dans toute leur diversité. Les informations recueillies dans le cadre d'une analyse GEDSI doivent contribuer à la conception et à la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et à la lutte contre les inégalités, l'exclusion et la discrimination. La collecte et l'analyse des données GEDSI doivent être réalisées de telle sorte qu'elles

puissent être ventilées par sexe, par âge et tout autre facteur social pertinent. Il est fortement recommandé de travailler avec des expert-es en conception, mise en œuvre et analyse des données GEDSI pour aider les équipes n'ayant pas d'expérience en la matière. Les recommandations découlant de l'analyse GEDSI doivent pouvoir retranscrire les dynamiques et les relations entre les différents groupes sociaux au sein des communautés, ainsi que les besoins spécifiques de ces groupes.

Faire évoluer les stéréotypes

Faire évoluer les stéréotypes sur le genre en remettant en question des normes profondément ancrées qui limitent les opportunités et renforcent l'inégalité est essentiel pour favoriser des changements vraiment transformateurs en matière de genre. Les stéréotypes représentent une image ou une idée largement répandue, mais figée et simplifiée à l'extrême, sur un type particulier de personne. Impliquer des groupes de femmes et de jeunes en tant que leaders et promouvoir leurs efforts est une des nombreuses

façons de faire évoluer les stéréotypes liés au genre et à la jeunesse vers une meilleure prise en compte de leurs contributions à un environnement plus sain. Les partenaires masculins peuvent jouer un rôle important dans cette évolution des stéréotypes en plaidant en faveur du leadership des femmes. Grâce à la lutte contre ces stéréotypes, tout le monde peut participer pleinement aux solutions fondées sur la nature, ce qui génère des bénéfices et des résultats plus inclusifs et plus équitables.

Autonomisation économique des femmes

Les femmes sont des utilisatrices importantes des ressources naturelles, mais elles font face à des obstacles en matière de participation et de prises de décisions, ou encore d'accès aux ressources financières, à l'expertise et à la formation. Les investissements dans l'accès des femmes aux ressources financières, aux compétences, aux réseaux et aux opportunités de leadership, la promotion d'un environnement favorable à l'accès et au contrôle/aux prises de décisions concernant les ressources économiques, contribuent à l'autonomisation économique des femmes. Lorsque celles-ci ont une

plus grande indépendance économique, elles sont en mesure de peser sur les priorités de la communauté, d'améliorer la gestion de l'environnement et de favoriser l'innovation, permettant aux solutions fondées sur la nature de répondre à un plus large éventail d'enjeux sociaux et environnementaux. Cet investissement profite non seulement aux femmes directement concernées, mais contribue également à renforcer la résilience et la réussite des projets de solutions fondées sur la nature pour l'ensemble de la communauté.

Constitutrices et contributeurs

| Projet | Organisation | Nom |
|------------------------------------|--|---|
| INSPIRE | BirdLife International | Marcela Bellettini Miri Blakelock Melania Bulimaitoga Steve Cranwell Nilesh Goundar Miliana Ravuso |
| | SOP Manu | Kamia Graziella Ben Ignace Arthur Matohi |
| | NatureFiji-MareqetiViti | Nunia Thomas |
| | National Trust of Fiji | Jone Niukula |
| Initiative Kiwa | IUCN | Mereoni Tavakaturaga Robinson |
| | Birdlife International | Miliana Ravuso |
| | Community Centred Conservation | Asena Steiner |
| MICOAST | OneReef Worldwide Stewardship | Mike Guilbeaux Martin Romain Hannah Wheaton |
| PEBACC+ | PROE | Joanne Aihunu Loraini Sivo Setaita Tavanabola |
| POLFN | SPC Poetcom | Timoci Nakalevu Vilimaina Tamata |
| Safeguarding Rennell Island | BirdLife International | Miliana Ravuso |
| | Association du site du patrimoine mondial du lac Tegano (<i>Lake Tegano World Heritage Site Association</i>) | George Tauika |
| WISH+ | Wildlife Conservation Society | Alice Latinne Fiona Manu Thomas Yalu |
| | Kolombangara Island Biodiversity Conservation Association | Anisha Michael |



Des solutions fondées sur la nature pour la résilience climatique

L'Initiative Kiwa - Solutions fondées sur la Nature (SfN) pour la résilience climatique – vise à renforcer la résilience des écosystèmes, des communautés et des économies des îles du Pacifique au changement climatique par des Solutions fondées sur la Nature en protégeant, gérant durablement et restaurant la biodiversité.

Elle repose sur la simplification de l'accès au financement des actions d'adaptation au changement climatique et de conservation de la biodiversité pour les gouvernements locaux et nationaux, la société civile ainsi que les organisations régionales des États et territoires insulaires du Pacifique.

L'initiative est financée par l'Union européenne, l'Agence française de développement (AFD), Affaires mondiales Canada (GAC), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie (DFAT) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande (MFAT). Elle a établi des partenariats avec la Communauté du Pacifique (CPS), le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et le Bureau régional océanien de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN Océanie).

Pour plus d'informations : <http://www.kiwainitiative.org/>

